

IV. POLITIQUE COMMERCIALE - ANALYSE PAR SECTEUR

1) INTRODUCTION

1. Depuis le précédent examen de sa politique commerciale, l'Indonésie a continué de lancer des réformes visant à poursuivre la libéralisation de son économie, notamment en réduisant la protection à la frontière et le soutien interne dont bénéficiaient certains secteurs. Néanmoins, certains secteurs sont toujours plus protégés ou aidés de différentes manières que d'autres, ce qui pourrait limiter l'efficacité de l'allocation des ressources dans l'ensemble de l'économie.

2. L'agriculture à forte intensité de main-d'œuvre continue de dominer l'économie, si bien que l'Indonésie est toujours un grand producteur de plusieurs produits agricoles. Plusieurs mesures ont été prises pour promouvoir la sécurité alimentaire et notamment assurer l'autosuffisance pour certains produits alimentaires essentiels. La moyenne des droits de douane NPF appliqués aux produits agricoles n'est que de 4 pour cent, contre 7,5 pour cent pour les produits manufacturés. Il existe pour certains produits sensibles, comme le riz, les clous de girofle, le maïs, les fèves de soja et le sucre, des licences d'importation spéciales; en outre, l'importation de riz, de clous de girofle et de sucre est réservée exclusivement aux producteurs nationaux de ces produits. Toutefois, depuis le démantèlement du monopole d'importation de la BULOG, le commerce du riz est libre, mais un mécanisme de soutien des prix du marché est toujours en place et une subvention visant à aider les petits riziculteurs à acheter des engrais a été réintroduite. La déréglementation du marché du riz a entraîné une certaine instabilité de la protection tarifaire de ce produit et la BULOG intervient pour modérer les variations du prix. Les mesures de soutien interne à la riziculture qui faussent le commerce représentaient plus des deux tiers du soutien interne total (y compris les subventions dites de la catégorie verte) accordé à l'ensemble des produits agricoles, d'après les notifications faites à l'OMC en 2000, mais elles restent en dessous du niveau *de minimis*. Des droits d'exportation sont perçus sur quelques produits (huile de palme, huile de palme brute et ses dérivés, bois et rotin). L'Indonésie auto-limite ses exportations de certains produits en vertu de différents arrangements, notamment le manioc exporté vers l'UE, le café et ses produits dérivés, le caoutchouc (depuis 2002), les placages et contreplaqués ou bois laminés similaires et le bois de teck.

3. La réglementation et la restriction des exportations n'ont guère contribué à remédier aux problèmes de la foresterie et notamment à la surexploitation. L'interdiction d'exporter des grumes a été réintroduite en 2001, prétendument pour lutter contre la surexploitation. Toutefois, ce genre d'interdictions (et d'autres restrictions à l'exportation) ne peuvent guère empêcher la surexploitation des forêts et ont au contraire pour effet de déprimer le prix intérieur des grumes, ce qui aide les transformateurs.

4. De nouvelles réglementations fiscales et environnementales visant les industries extractives ont été adoptées et devraient apparemment entraîner une certaine réduction des interventions de l'État. L'Indonésie, important producteur de gaz et de pétrole, sera bientôt importatrice nette de produits pétroliers. La déréglementation du marché des hydrocarbures a été entreprise et elle devrait s'achever en 2005. Des mesures de déréglementation similaires ainsi qu'une réduction des subventions devraient déboucher sur un régime de libre concurrence sur le marché de l'électricité en 2007. L'Indonésie continue de subventionner les carburants employés par les industries manufacturières.

5. Les crêtes tarifaires visant certains produits (produits chimiques, ouvrages en métaux, véhicules automobiles, motocycles et bicyclettes) ont été réduites, mais la structure de la protection tarifaire de l'industrie manufacturière n'a guère changé; néanmoins, la moyenne des droits NPF appliqués aux importations de produits manufacturés a un peu diminué; de même que dans le secteur agricole, une protection non tarifaire de certains produits sensibles a été maintenue ou renforcée au

moyen de licences spéciales (textiles, produits en textiles, chaussures, produits électroniques et jouets) et/ou de droits d'importation exclusifs accordés aux producteurs nationaux (boissons alcooliques, tissus de textiles, tôles de fer et d'acier laminées à chaud et à froid). Certaines branches de production continuent de bénéficier d'une aide sous la forme d'une exonération temporaire de l'impôt sur les bénéfices. Dans le secteur automobile, les autorités ont adopté une nouvelle politique libérale et axée sur l'exportation, mais la taxe sur les produits de luxe vise implicitement les véhicules d'origine étrangère. L'Indonésie applique aussi une politique commerciale restrictive dans le secteur aérospatial.

6. Depuis la crise qui l'a frappée au moment du précédent examen de sa politique commerciale, en 1998, l'Indonésie a pris des mesures importantes afin de libéraliser des services essentiels, notamment les services financiers, les télécommunications et le transport maritime, pour le bon fonctionnement de son économie.¹ Les mesures de libéralisation, qui ont été prises pour répondre à la crise financière et/ou sous l'égide du FMI, sont dans l'ensemble allées plus loin que les engagements souscrits par l'Indonésie dans le cadre de l'AGCS.

7. Vu l'importance du système financier pour l'ensemble de l'économie, la réforme du secteur financier a été au cœur du programme de redressement de l'Indonésie. Cette réforme a été axée sur l'assainissement des banques, conduit en particulier par l'Agence indonésienne de restructuration des banques (IBRA), qui devrait être démantelée au début de 2004. Les mesures d'assainissement ont consisté à recapitaliser les banques, l'État accroissant ses participations. En conséquence, la privatisation des banques a été très lente, même s'il y a eu plusieurs privatisations importantes en 2002. Le gouvernement prévoit d'aller plus loin en 2003. En outre, l'indépendance statutaire et les pouvoirs prudentiels de la Banque centrale ont été accrus et aujourd'hui c'est elle qui est chargée de l'agrément des banques (qui relevait autrefois du Ministère des finances). La réglementation et le contrôle prudentiels ont été renforcés, de même que les moyens d'application, et l'Indonésie a l'intention d'adopter les principes fondamentaux de la BRI pour un contrôle bancaire efficace publiés par le Comité de Bâle. Elle prévoit de créer une Autorité de supervision financière qui sera chargée de définir les dispositions prudentielles applicables à tous les établissements financiers, et elle va progressivement remplacer la garantie globale des engagements bancaires par un mécanisme d'assurance sélective des dépôts.

8. L'Indonésie a adopté une nouvelle loi sur les télécommunications (en vigueur depuis septembre 2000) afin d'ouvrir progressivement ce secteur; cette loi a notamment supprimé le monopole avant la date prévue. Parallèlement, le cadre réglementaire a été renforcé dans le but de préserver la concurrence. Les participations d'investisseurs étrangers dans les trois fournisseurs de télécommunications détenteurs d'une licence restent plafonnées, mais à la fin de 2002 l'État a vendu à des investisseurs étrangers 42 pour cent des actions d'un de ces fournisseurs (Indosat).

9. L'investissement étranger dans le transport maritime interinsulaire est interdit mais les investisseurs étrangers peuvent acquérir jusqu'à 95 pour cent des fonds propres de coentreprises offrant des services de transport maritime international.

10. Les compétences de réglementation du tourisme sont de plus en plus transférées aux provinces.

¹ Si le système bancaire est inefficace, les exportateurs ont du mal à financer leurs exportations et leurs investissements. Les pannes de téléphone perturbent la production de marchandises et de services et un système de transport déficient rend plus difficiles l'exportation et la distribution des marchandises. En conséquence, les activités commerciales sont plus coûteuses en Indonésie qu'elles ne devraient l'être, ce qui se répercute sur la compétitivité des entreprises qui y opèrent.

2) AGRICULTURE ET FORESTERIE

i) Caractéristiques générales

11. Bien que sa part dans la production et les exportations ait tendance à diminuer, l'agriculture à forte intensité de main-d'œuvre reste une activité économique prédominante (tableau IV.1, graphique I.1).² En 2000, la production agricole représentait 16,9 pour cent du PIB et l'agriculture employait quelque 40 pour cent de la population active³; cela signifie que la productivité de la main-d'œuvre employée dans l'agriculture est inférieure à la moyenne nationale. La dévaluation a stimulé les exportations de produits agricoles (en valeur), particulièrement juste après la crise.

Tableau IV.1
Ventilation du PIB, de l'emploi et des exportations
(Pour cent)

| | Agriculture | Industrie | Services | Hydrocarbures |
|---------------------|-------------|-----------|----------|---------------|
| PIB | | | | |
| 1977 | 29,6 | 34,4 | 36,1 | .. |
| 1987 | 23,4 | 36,3 | 40,3 | .. |
| 1997 | 16,1 | 44,3 | 39,6 | .. |
| 1999 | 19,5 | 45,3 | 35,2 | .. |
| Emploi | | | | |
| 1996 | 44,0 | 14,7 | 41,3 | .. |
| 1997 | 41,1 | 14,0 | 44,9 | .. |
| 1998 | 44,9 | 11,3 | 43,8 | .. |
| 1999 | 41,0 | 14,1 | 44,9 | .. |
| Exportations | | | | |
| 1996 | 5,9 | 64,8 | 5,1 | 24,2 |
| 1997 | 5,6 | 66,8 | 6,8 | 20,8 |
| 1998 | 7,2 | 73,6 | 4,5 | 14,7 |
| 1999 | 5,8 | 68,2 | 6,1 | 20,0 |

.. Non disponible.

Note: Les exportations de produits industriels comprennent les exportations de métaux et minéraux transformés.

Source: Asian Development Bank (1999); et CIEC (2000).

12. L'Indonésie est toujours le premier producteur mondial de noix de coco, le deuxième producteur mondial de coprah, de palmistes, d'huile de palme et de caoutchouc naturel, et le troisième producteur mondial de riz. Les petites exploitations de subsistance couvrent environ 87 pour cent des terres cultivées et produisent essentiellement des produits alimentaires (riz et maïs).⁴ Des grandes exploitations privées ou appartenant à l'État occupent les 13 pour cent restants des terres cultivées et jouent un rôle prédominant dans les cultures d'exportation; elles font appel à une main-d'œuvre salariée ou à des sous-traitants. La productivité du travail est moins élevée dans l'agriculture que dans l'industrie et dans les services, ce qui semble dû à l'expansion rapide de la population. Il y a des

² Lors de la crise économique de 1998, l'agriculture a créé 432 350 emplois, alors que l'économie nationale a subi une brutale contraction qui a fait diminuer l'emploi global (Ministry of Agriculture, 2001).

³ Asian Development Bank (2001).

⁴ Australian Department of Foreign Affairs and Trade (2000).

pénuries périodiques de produits alimentaires essentiels (notamment le riz) et l'Indonésie n'a pas réussi à atteindre ses objectifs d'autosuffisance (voir plus loin).⁵ Durant la période considérée, le taux d'auto-approvisionnement a été compris entre 82,2 pour cent (1998) et 95,4 pour cent (2001) pour le riz, et entre 40,9 pour cent (2000) et 45,2 pour cent (1998) pour le sucre.

ii) Évolution de la politique agricole

Objectifs et stratégie

13. En matière agricole, l'Indonésie a depuis longtemps pour objectif d'accroître la production vivrière afin de répondre à la demande d'une population en expansion et de parvenir à l'autosuffisance pour les produits alimentaires de base (en particulier le riz).⁶ La sécurité alimentaire reste une question très sensible car la stabilité politique a généralement été liée à la capacité du gouvernement de garantir un approvisionnement suffisant en riz et autres denrées de base à des prix abordables.⁷ Pour accroître la production vivrière, la stratégie mise en œuvre a consisté essentiellement à améliorer l'accessibilité et la productivité des exploitations agricoles, à réduire les risques de mauvaises récoltes, à mettre au point des pratiques agricoles modernes appropriées et des systèmes de cultures durables, à accroître la participation des paysans et à promouvoir l'équité de l'accès aux activités rémunératrices et à l'alimentation.⁸

14. Dans le cadre des Lignes directrices pour le développement national 1999-2004 (GBHN)⁹, le développement des activités agricoles doit jouer un rôle stratégique pour le développement économique de l'Indonésie, les principaux objectifs étant les suivants: accroissement de la sécurité alimentaire par la diversification des cultures, la promotion de la culture locale et le renforcement des institutions, et accélération du développement rural grâce à l'autonomisation des populations rurales, en particulier les paysans et les pêcheurs.

15. Depuis 1998/99, les autorités ont lancé un programme de promotion des exportations des produits de la pêche et trois programmes d'auto-suffisance (*Gema*).¹⁰ Le programme *Gema PaLagung 2001* avait pour but d'accroître la production de riz, de soja et de maïs pour parvenir à l'autosuffisance depuis 2001, le programme *Gema Proteina 2001* avait pour but d'accroître la production de protéines animales pour la même année et le programme *Gema Hortina 2003* visait à accroître la production de fruits et légumes tropicaux à l'horizon 2003. Enfin, l'objectif du programme *Protekan 2003* était de promouvoir l'exportation des produits de la pêche pour que les recettes d'exportation atteignent 10 milliards de dollars EU en 2003.

16. Comme nous l'avons déjà indiqué (chapitre II 8) i)), depuis 2000 les activités d'aquaculture en eau douce et de transformation et d'emballage des produits laitiers sont ouvertes à l'investissement étranger; toutefois, un certain nombre d'autres activités restent interdites aux investisseurs étrangers

⁵ Australian Department of Foreign Affairs and Trade (2000).

⁶ Document de l'OMC G/STR/N/7/IDN-G/STR/N/8/IDN du 28 août 2002.

⁷ PNUD (non daté).

⁸ Ministry of Agriculture (2001).

⁹ Ministry of Agriculture (2001).

¹⁰ Embassy of the Republic of Indonesia, Ottawa – Canada.

(exploitation de forêts naturelles, bûcheronnage, ramassage et exploitation d'éponges et production de boissons alcooliques).¹¹

17. En 2002, les autorités envisageaient de majorer les droits de douane sur les produits alimentaires importés, en particulier le riz et le sucre, et de soutenir les prix pour protéger les agriculteurs contre la concurrence déloyale des produits importés à vil prix.¹²

a) Mesures à la frontière

Protection tarifaire et engagements de consolidation

18. Depuis le précédent examen, la moyenne des droits de douane appliqués aux produits agricoles a légèrement diminué, passant de 4,2 à 4 pour cent (voir tableau AIV.1, graphique IV.1)¹³; les crêtes tarifaires et les fourchettes de droits sont restées inchangées. Comme nous l'avons indiqué au chapitre III 2) ii) d)), l'Indonésie applique un droit spécifique aux importations de riz depuis 2000 et aux importations de sucre depuis juillet 2002 (pour ces deux produits les droits sont consolidés sur une base *ad valorem*); les engagements relatifs à des contingents tarifaires restrictifs pour le riz et le lait et la crème n'ont jamais été appliqués.

Protection non tarifaire à la frontière

19. L'importation de certains produits agricoles, de produits alimentaires et de produits de l'élevage est subordonnée à des licences d'importation spéciales (riz, clous de girofle, maïs, fèves de soja et sucre), interdite (morceaux de poulet) ou assujettie à des normes obligatoires (SNI) et à des prescriptions d'étiquetage (aliments pour nourrissons, produits alimentaires) motivées par des considérations de santé et de protection de l'environnement (chapitre III 2) v) et III 2) xi) b)). Il existe actuellement 647 SNI visant des produits agricoles (produits alimentaires et sucre brut).¹⁴ Pour quelques produits sensibles (riz, clous de girofle et sucre), des droits d'importation exclusifs ont été accordés aux producteurs nationaux (chapitre III 2) vi)). Depuis septembre 1998, l'Agence nationale de logistique (BULOG), transformée en organisation à but semi-lucratif, n'a plus le monopole de l'importation du riz, du sucre, du froment et de la farine de froment, des fèves de soja, de l'ail et des clous de girofle; il semble qu'en conséquence les importations de certains de ces produits aient augmenté. Les autorités ont dit qu'elles avaient l'intention d'employer des contingents d'importation pour réguler les importations de riz, de sucre et de maïs.

¹¹ Australian Department of Foreign Affairs and Trade (2000).

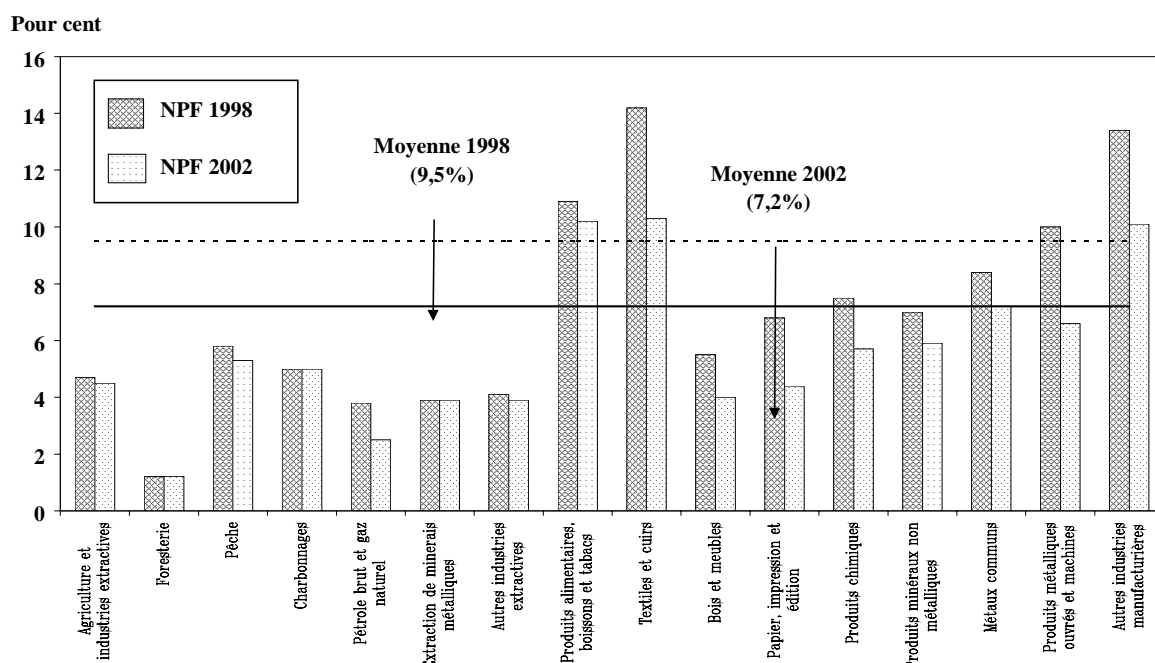
¹² The Jakarta Post, *Tariff on Farm Produce* [en ligne] (http://www.securities.com/doc.html?pc=ID&doc_id=27269862&query=price_support&hlc=en) [16 juin 2002].

¹³ Cette moyenne est inférieure à celle mentionnée au chapitre III 2) ii) car la définition des produits est différente (le taux moyen de 7,2 pour cent indiqué au tableau III.1 est calculé à partir du SH).

¹⁴ FAO/WHO Global Forum of Food Safety Regulations (2002).

Graphique IV.1

Moyenne des droits par catégorie à deux chiffres de la CITI, 1998 et 2002



Note: Les calculs relatifs à 2002 ne tiennent pas compte de 12 lignes pour lesquelles les droits sont spécifiques.

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, sur la base de données communiquées par les autorités indonésiennes.

Droits d'exportation

20. Comme nous l'avons indiqué plus haut (chapitre III 3) iii) et iv)), l'Indonésie continue d'appliquer un droit d'exportation à certains produits (huile de palme et huile de palme brute et leurs produits dérivés, bois, rotin); elle a réduit le champ d'application de ces droits et leurs taux (niveau et dispersion); aujourd'hui, tous ces droits sont appliqués sur une base *ad valorem* et calculés au moyen d'une formule qui comporte un prix minimum de référence à l'exportation (HPE).

Restrictions à l'exportation

21. L'Indonésie continue d'autolimiter l'exportation de certains produits conformément aux engagements qu'elle a pris dans le cadre de différents arrangements. Ces restrictions visent certains types de manioc (destinés à l'UE), le café et ses extraits, essences, concentrés ou préparations (Association des pays producteurs de café), le caoutchouc (depuis 2002, voir section IV 2) iii)), les placages, contreplaqués et autres bois laminés similaires et le bois de teck.

b) Mesures de soutien interne

22. Comme nous l'avons vu plus haut (chapitre III 4) ii)), l'agriculture bénéficie de soutiens internes; on ne sait pas très bien si l'État continue de subventionner les engrais et les crédits (un mécanisme de crédit bonifié avait été mis en place pour atténuer l'effet de la suppression de la subvention pour les engrais) et de verser des subventions à la consommation.¹⁵ Dans le cadre du

¹⁵ Warr, Peter (1999).

Comité de l'agriculture de l'OMC, l'Indonésie a répondu à des questions concernant la nature des soutiens offerts au moyen de différents programmes de développement; elle a aussi indiqué la valeur de la production de riz pouvant bénéficier du soutien du prix du marché qui fausse le commerce (notifiée pour la première fois en 2000, sans demande de bénéficier de la clause *de minimis* (voir plus loin)), et signalé que pour la période 1995-1999 elle avait notifié ce genre de soutien dans le cadre des activités d'achat de la BULOG, qui entrent dans la catégorie verte.¹⁶

iii) Mesures visant certains produits

Riz

23. L'Indonésie est le troisième producteur et consommateur et le premier importateur mondial de riz¹⁷; en conséquence, une baisse même modérée de sa production peut offrir aux exportateurs étrangers d'importants débouchés. De récentes réformes semblent avoir accru la productivité de la riziculture si bien qu'elle est supérieure à la moyenne mondiale (en 1999) et dépasse nettement celle d'autres grands producteurs (l'Indonésie se classe au quatrième rang après l'Australie, la Chine et l'Inde).¹⁸

24. La politique rizicole de l'Indonésie a été dominée par la nécessité d'avoir une certaine indépendance à l'égard de la situation mondiale de l'offre et de la demande, par des préoccupations concernant les contraintes de politique étrangère qui pourraient résulter d'une trop forte dépendance à l'égard des importations de riz¹⁹ et par des mesures ciblées de subventions alimentaires (plutôt qu'une politique de stabilisation du prix du riz) et de protection sociale (riz pour les pauvres). Dans le cadre du programme d'ajustement structurel convenu avec le FMI en 1998, depuis avril 1999, le prix du riz devait être déterminé par les mécanismes du marché, les importateurs généraux devaient être autorisés à importer du riz, les interventions spéciales concernant le riz subventionné devaient être réservées aux personnes considérées comme exposées à l'insécurité alimentaire (c'est-à-dire celles dont le revenu ne dépasse pas le seuil officiel de pauvreté) et les subventions visant le riz devaient être réduites.²⁰

25. L'entreprise commerciale d'État BULOG a continué de soutenir le prix à la production du riz et de stabiliser le prix à la consommation et le prix à la production par des achats sur le marché national et des activités de vente et de distribution, d'exportation et d'importation et de gestion du stock de riz. Elle négocie des contrats de longue durée ou exécute les engagements contractuels pris par le gouvernement; elle administre les contrats bilatéraux de longue durée conclus de gouvernement à gouvernement, le commerce compensé, l'aide alimentaire, etc. Entre 1998 et 2002, l'Indonésie a importé 203 634 tonnes de riz (surtout en 1999), en particulier dans le cadre d'accords intergouvernementaux; l'essentiel des importations provenait des États-Unis, aux conditions définies par le programme PL480 (prêts à long terme). Durant cette même période, elle a reçu en plus 393 096 tonnes de riz dans le cadre du Programme alimentaire mondial (interventions prolongées de

¹⁶ Document de l'OMC G/AG/R/29 du 27 février 2002.

¹⁷ Document de l'OMC G/STR/N/7/IDN – G/STR/N/8/IDN du 23 août 2002.

¹⁸ Australian Department of Foreign Affairs and Trade (2000); et National Information Agency (2002).

¹⁹ Document de l'OMC G/STR/N/7/IDN – G/STR/N/8/IDN du 23 août 2002.

²⁰ Warr, Peter (1999).

secours et de redressement, opérations d'urgence) pour venir en aide aux habitants pauvres des villes et aux victimes de la sécheresse et de la crise économique.²¹

26. Après la perte de son monopole (section ii) a)), la BULOG a considérablement réduit ses importations de riz qui, en 2001, représentaient le tiers de ce qu'elle avait importé en 1999; entre 1999 et 2001, il n'y a pas eu d'exportations directes de riz.²² Durant cette même période, elle a acheté en moyenne 7,6 pour cent de la production nationale et ses ventes de riz ont couvert 10,2 pour cent de la consommation intérieure.

27. Durant la période examinée, la protection à la frontière semble avoir été assez imprévisible. Comme nous l'avons déjà signalé (section ii) a)), les taux de droits ont été modifiés, et les taux *ad valorem* ont été remplacés par des taux spécifiques en janvier 2000. De plus, des licences spéciales et des droits d'importation exclusifs ont été introduits en faveur de producteurs nationaux.

28. Depuis 1970, l'État aide la production nationale par un soutien direct des prix du marché (chapitre III 4) ii)), mais le montant budgétaire de ces aides n'a pas dépassé le niveau *de minimis* (7,3 pour cent) jusqu'à présent (tableau IV.2). Des prix planchers, qui peuvent être ajustés en fonction du prix de revient majoré ou minoré de 30 pour cent, ont été fixés à 22,7 pour cent (2000), 30,3 pour cent (1999) et 26 pour cent (1999-2001) au-dessus du cours mondial.²³ Selon les autorités, depuis 2000 le prix plancher est étroitement lié au prix de revient et non au prix à la frontière. La BULOG intervient sur le marché pour lisser les variations de prix lorsqu'elle considère que le marché ne fonctionne pas bien, en particulier durant la récolte, mais ses interventions sont contrecarrées par l'importation de riz peu coûteux.²⁴ Il semble que la BULOG soit autorisée à acheter jusqu'à 2 millions de tonnes de riz par an, selon le principe premier venu premier servi.

Tableau IV.2
Soutien du prix du marché et niveaux *de minimis* pour le riz, 1998-2002

| | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 |
|--|---------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Prix plancher (riz paddy sec prêt à l'usinage) rupiah/kg | 600 | 1 400 | 1 400 | 1 500 | 1 519 |
| Prix administré (rupiah/kg) | 1 660 | 2 310 | 2 310 | 2 470 | 2 804 |
| Prix externe fixe (moyenne 1996-1998) rupiah/kg | 367,77 | 367,77 | 367,77 | 367,77 | 367,77 |
| Production concernée (millions de tonnes) | 249 231 | 2 448 752 | 2 173 585 | 2 010 792 | 2 131 608 |
| MGS totale (milliards de rupiahs) | 322 | 4 756 | 4 222 | 4 227 | 5 193 |
| Valeur totale de la production (milliards de rupiahs) | 53 102 | 68 172 | 57 875 | 66 567 | 73 779 |
| <i>De minimis</i> (pour cent) | 0,61 | 6,8 | 7,29 | 6,35 | 7,04 |

Source: Autorités indonésiennes.

²¹ Voir aussi Programme alimentaire mondial [en ligne] (<http://www.wfp.org/index.asp?section=5>) [3 avril 2003].

²² Document de l'OMC G/STR/N/7/IDN – G/STR/N/8/IDN du 23 août 2002, tableaux I, II et III.

²³ Document de l'OMC G/STR/N/7/IDN – G/STR/N/8/IDN du 23 août 2002, tableau I.

²⁴ Economist Intelligence Unit (2002), page 49.

29. Entre 2003 et 2005, le soutien interne aux petits riziculteurs sera renforcé au moyen d'une subvention réservée à certains types d'engrais d'origine nationale (chapitre III 4) ii)); cette mesure devrait assurer une production de 53 millions de tonnes en 2003.

Café

30. L'Indonésie est le quatrième producteur mondial de café, après le Brésil, la Colombie et le Vietnam. Pour la campagne 1999/00 (1^{er} octobre 1999-30 septembre 2000), son quota d'exportation a été réduit de 3 pour cent, à 5,68 millions de sacs de 60 kg (contre 5,85 millions) conformément à l'accord conclu par les membres de l'Association des pays producteurs de café, afin d'essayer de soutenir le cours du café sur le marché mondial. Toutefois, selon les autorités, ce mécanisme n'existe plus aujourd'hui et l'Indonésie n'applique plus de quotas volontaires d'exportation de café depuis janvier 2002.

Caoutchouc

31. Afin de stabiliser les prix, en décembre 2001, l'Indonésie, la Malaisie et la Thaïlande ont signé un accord de coopération tripartite sur le caoutchouc, instaurant un plafonnement concerté du volume des exportations et un mécanisme de gestion de l'offre dans le but de réduire la production annuelle de 4 pour cent en 2002 et 2003.²⁵ Depuis le 1^{er} février 2002, l'Indonésie a alloué des quotas d'exportation annuels de 1,23 millions de tonnes, dans le cadre d'un plan de réduction des exportations de 10 pour cent. Les quotas entrent en vigueur lorsque le cours international du caoutchouc tombe en dessous du prix de référence convenu, qui n'est pas publié. Les quotas sont répartis aux exportateurs par la branche, en fonction de leurs exportations antérieures. D'après les autorités, l'Indonésie n'applique pas le contingentement depuis le milieu de 2002 car le cours mondial est monté au-dessus du niveau de référence.

iv) Forêts

32. Dans le secteur des forêts, l'Indonésie a pour objectif d'améliorer l'efficacité de la foresterie en se fondant sur une gestion durable.²⁶ Les priorités de la nouvelle politique forestière 2002-2004 sont de lutter contre l'abattage illégal, et les feux de forêt, de restructurer les industries fondées sur l'exploitation forestière, de développer les forêts de plantation, de reboiser les forêts naturelles et de décentraliser la gestion des forêts.

33. Les forêts sont domaine public, si bien qu'on peut penser que les autorités devraient avoir la possibilité de contrôler les ressources forestières. Le Ministère des forêts désigne les zones d'abattage, surveille les investissements et accorde des concessions de 55 ans (20 ans auparavant). La superficie des concessions a été considérablement réduite, à 50 000-100 000 hectares, contre 1 million d'hectares auparavant. Les industries d'aval, telles que scieries, usines de transformation du bois, fabriques de contreplaqués et fabriques de pâte, ont connu une très forte expansion et les superficies concédées pour l'abattage sont presque trois fois supérieures à la possibilité. La filière du bois est très concentrée parmi un petit nombre de compagnies forestières qui ont des droits d'exclusivité. Beaucoup de ces compagnies, lourdement endettées, ont été placées sous surveillance. Il y a actuellement environ 270 concessionnaires qui exploitent 29 millions d'hectares de forêts. En 2001,

²⁵ Actuellement, la production de ces trois pays représente près de 62 pour cent de la production mondiale de caoutchouc naturel. Voir International Rubber Research and Development Board [en ligne].

²⁶ National Information Agency (2002), pages 120 et 121; et Economist Intelligence Unit (2001), page 29.

2,3 millions d'hectares de forêts avaient été replantés, ce qui représente 76 pour cent de l'objectif de 3,03 millions d'hectares.

34. Après une brève période durant laquelle l'exportation de grumes était autorisée sans restrictions, l'interdiction d'exporter les grumes non transformées a été réintroduite en octobre 2001 pour lutter contre l'abattage illégal et garantir aux producteurs nationaux de produits en bois un approvisionnement suffisant (section ii) a) et chapitre III 3) ii)).²⁷ Les autorités envisagent de remplacer cette interdiction par des droits d'exportation. Seules sont autorisées à exporter les compagnies forestières jouissant d'une concession forestière (HPH) et ayant fait faire une étude d'impact environnemental (Amdal); les exportateurs sont en général des grandes compagnies qui exploitent une concession forestière avec une usine de transformation intégrée. Lors du précédent examen, il a été indiqué que le régime d'octroi des concessions, associé aux mesures de restriction des exportations, avait entraîné une prolifération d'usines de sciages et de contreplaqués; en outre, le prix des grumes sur le marché intérieur était inférieur au cours international, ce qui réduisait le prix des intrants et aidait donc les industries d'aval.²⁸ Toutefois, d'après les autorités, la réintroduction de l'interdiction d'exporter les grumes n'aurait pas eu d'effet sur le prix du bois sur le marché intérieur. Par ailleurs, un moratoire de l'abattage et du commerce de l'essence ramin a été introduit en 2001.

35. Le droit d'exportation (15 pour cent) applicable au rotin et au bois est toujours en vigueur.

36. L'insuffisance des moyens de faire respecter la loi et les carences institutionnelles et défauts des politiques, notamment l'insuffisance du suivi et de l'évaluation, paraissent être les principales causes qui expliquent l'importance de l'abattage et du commerce illégal du bois.²⁹ Les autorités prennent des mesures pour y remédier. En juillet 2002, le Ministère des forêts a publié des décrets pour faire en sorte que seuls les concessionnaires qui opèrent dans le respect de la loi et appliquent des critères d'exploitation durable puissent opérer. Les contingents d'abattage ont été ramenés de plus de 20 millions de mètres cubes en 2002 à 6,9 millions de mètres cubes en 2003. La loi a été modifiée en 2002 pour obliger les exploitants forestiers à verser la redevance au Fonds de la reforestation avant le début de la campagne d'abattage, en novembre. L'Indonésie a en outre introduit un système d'abattage et de plantation sélectifs.

3) INDUSTRIES EXTRACTIVES ET ÉNERGIE

37. Depuis le précédent examen, l'Indonésie a lancé des réformes sectorielles concernant le cadre réglementaire et institutionnel et pour lutter contre les pratiques commerciales "malsaines"³⁰,

²⁷ Néanmoins, d'après la base de données Comtrade de la Division de statistique de l'ONU, depuis 1998 les exportations de bois (en copeaux et particules, en déchets, en grumes, en grumes simplement équarries ou simplement travaillées) ont fortement et régulièrement augmenté.

²⁸ OMC (1999).

²⁹ L'abattage illégal semble être un grave problème en Indonésie. On estime que, comme dans de nombreux autres pays, 50 à 70 pour cent du bois employé par les industries de transformation proviennent d'abattages illégaux (Economist Intelligence Unit, 2001, page 29).

³⁰ Pour lutter contre les pratiques dites KKN (corruption, collusion et népotisme) et créer un climat propice à l'investissement, les autorités ont pris des mesures visant à contrôler 159 projets (financés par des deniers publics) dans lesquels on soupçonnait l'existence de telles pratiques de l'entreprise d'État Pertamina, afin d'éviter une perte estimée à 212 milliards de rupiahs (92,9 millions de dollars EU).

promouvoir la compétitivité de l'industrie et accroître la valeur ajoutée.³¹ Depuis l'adoption, en 1999, de lois sur l'autonomie régionale et la décentralisation budgétaire (chapitres II 2) i) et III 4) i) a))³², il y a eu un certain nombre de malentendus au sujet de la gestion et de la distribution des recettes liées aux industries extractives et au gaz et au pétrole (location des terrains, redevances, impôts, droits d'acquisition des concessions). Le Département de l'énergie et des ressources minérales est en train d'élaborer des directives techniques et juridiques que les gouvernements provinciaux devront respecter pour l'élaboration des règlements locaux.

i) Industries extractives

38. En 2001, l'industrie minière employait environ 0,5 pour cent de la main-d'œuvre active mais sa contribution au PIB était de 3,1 pour cent. Le pétrole est la principale ressource minérale du pays, qui reste le premier exportateur mondial de gaz naturel liquéfié depuis les années 80. Les autres ressources importantes sont l'étain, la bauxite, le nickel, le cuivre, l'or, l'argent et le charbon.

39. La moyenne des droits de douane est tombée à 3,9 pour cent et le taux le plus élevé à 15 pour cent (tableau AIV.1). Depuis la crise financière de 1998, les taux de redevance ont été majorés.³³ Depuis 2001, la TVA de 10 pour cent sur les équipements miniers importés est remboursée. Apparemment, l'intervention de l'État dans les industries minières (or, nickel, étain et charbon) diminue lentement (tableau III.2).

40. L'application des nouveaux règlements aurait aggravé l'incertitude qui entoure les industries extractives. Depuis janvier 2000, en vertu de la nouvelle loi, les licences d'exploitation minière sont délivrées par les collectivités territoriales qui reçoivent 80 pour cent du produit net des redevances minières. L'exploration et l'exploitation de ressources naturelles dans les "forêts protégées"³⁴ sont interdites depuis le 30 septembre 1999.³⁵ La révision de 1999 des normes de toxicité des méthodes de lessivage, décidée conformément à la Convention de 1989 de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination, semble imposer des prescriptions rigoureuses qui pourraient entraîner la fermeture de nombreuses entreprises minières et autres entreprises industrielles. L'introduction en 2001 de normes de qualité de l'eau (apparemment plus rigoureuses que les normes internationales), a rendu encore plus difficiles les activités des entreprises minières.³⁶

³¹ Embassy of the Republic of Indonesia, Ottawa (2000).

³² Lois n° 22/1999 et 25/1999.

³³ Par exemple, la redevance sur l'or est passée de 1-1,5 à 3,75 pour cent et la redevance sur le cuivre de 2 à 4 pour cent (Règlement n° 13/2000; et Australian Department of Foreign Affairs and Trade (2000)).

³⁴ D'après l'Indonesian Mining Association (IMA), les forêts protégées couvrent entre 33 et 68 pour cent (selon la région) des zones dans lesquelles la prospection minérale pourrait être intéressante.

³⁵ Loi forestière n° 41/1999 et Règlement PP 18/1999 sur les déchets dangereux (U.S. Embassy Jakarta, 2001c).

³⁶ Règlement gouvernemental 82/2001 sur la lutte contre la pollution des eaux.

ii) **Énergie**

a) **Hydrocarbures**

41. L'Indonésie, important producteur de pétrole brut et de gaz naturel, est le seul pays d'Asie du Sud-Est membre de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). La part du pétrole et du gaz dans le PIB, bien qu'elle soit en diminution du fait de la diversification de l'économie, reste importante (9,7 pour cent). Son quota de production de pétrole brut a été porté à 1,192 million de barils par jour (bpj) depuis le 1^{er} février 2003. En dépit de l'importance de sa production et de ses exportations de pétrole, elle va probablement bientôt devenir importatrice nette car la découverte de nouveaux gisements ne suit pas l'augmentation de la demande.³⁷ L'Indonésie est aussi devenue un des principaux producteurs mondiaux de gaz liquéfié et, comme elle en emploie peu elle-même, elle est le premier exportateur mondial de ce produit.

42. En octobre 2001 a été adoptée une nouvelle loi sur le gaz et le pétrole qui devait supprimer le monopole de l'entreprise d'État Pertamina sur l'extraction de pétrole dans un délai de deux ans (c'est-à-dire en 2003).³⁸ Jusque-là, la production de gaz et de pétrole restera strictement contrôlée par Pertamina qui a l'autorisation exclusive d'extraire les huiles minérales et le gaz naturel sur tout le territoire minier de l'Indonésie. Toutefois, un grand nombre de compagnies étrangères sont autorisées à participer à l'exploration et à l'exploitation des gisements de gaz et de pétrole, dans le cadre de contrats de partage de la production avec Pertamina.

43. En vertu de la nouvelle loi, le monopole de la distribution des produits pétroliers de Pertamina doit être démantelé dans un délai de quatre ans (c'est-à-dire en 2005).³⁹ Jusque-là, l'importation et l'exportation de pétrole et de gaz resteront un monopole de Pertamina; dans le cadre de ce régime, des sous-traitants peuvent importer un nombre limité de produits, à condition d'obtenir une licence et de se soumettre au contrôle de la Pertamina (chapitre III 2) v)). Comme lors du précédent examen, seuls les exportateurs agréés peuvent exporter du pétrole et du gaz. Les entreprises étrangères n'ont pas le droit de vendre directement des produits pétroliers transformés à moins d'établir une filiale de droit indonésien et d'obtenir la patente nécessaire pour vendre ces produits.

44. Le prix du marché des carburants (Mid Oil Platt's Singapore plus 5 pour cent) n'est pratiqué que pour les activités minières, l'extraction de gaz et de pétrole, les navires battant pavillon étranger et les navires faisant route vers l'étranger (chapitre III 4) ii)). Il y a des prix planchers et plafonds. Tous les prix des carburants ont été majorés en octobre 2000 et en juin 2001.⁴⁰ Le prix du pétrole destiné aux ménages et aux petites entreprises a été fixé à 600 rupiahs le litre en 2002.

³⁷ En 2000, l'Indonésie a importé 90 millions de barils de pétrole brut, principalement de l'Arabie saoudite, du Nigéria et de la Malaisie, la valeur de ses importations pour l'année étant estimée à 2,3 milliards de dollars EU. Ses neuf raffineries, d'une capacité de plus de 1,02 million de barils par jour de pétrole brut, ont continué d'avoir des difficultés en 2000, et la consommation intérieure de carburants a augmenté jusqu'à 54,8 millions de kilolitres, soit quelque 4,5 millions de plus qu'avant la crise.

³⁸ Le Ministère des mines et de l'énergie reprendra les activités de délivrance et de supervision des contrats de partage de la production avec les compagnies pétrolières étrangères qui étaient auparavant confiées à la Pertamina. En outre, les entreprises étrangères ne seront plus soumises à certaines obligations d'autorisation dont elles soutiennent qu'elles nuisent à leur efficacité. Energy Information Administration (2002).

³⁹ Energy Information Administration (2002).

⁴⁰ Pertamina Online News (2002).

45. Conformément aux engagements pris dans le cadre du FMI et afin de freiner l'augmentation de la consommation intérieure, l'Indonésie a réduit les subventions visant les produits pétroliers (chapitre III 4) ii)). Les dépenses budgétaires liées à ces subventions devraient donc tomber de 61 600 milliards de rupiahs en 2001 (plus de 21 pour cent des dépenses des administrations centrales) à 30 400 milliards de rupiahs (plus de 13 pour cent); ce montant devrait encore diminuer jusqu'à 13 200 milliards de rupiahs en 2003.

46. Une nouvelle Autorité du pétrole et du gaz (BALAK) a été créée en 2002.⁴¹ Cet organisme, qui a repris les activités de gestion du secteur de la Pertamina, accorde des concessions pour le gaz et le pétrole, signe les contrats, supervise les entreprises qui opèrent en Indonésie et réglemente le secteur.

b) Électricité

47. La puissance installée a augmenté de 4,07 pour cent entre 1998 et 2002 (en 2001 87 pour cent de l'électricité étaient produits par des centrales thermiques et 13 pour cent par des centrales hydroélectriques). L'Indonésie s'est fixé un objectif d'électrification de 53 pour cent pour 2002.

48. Un autre aspect important de la restructuration en profondeur du secteur de l'électricité concerne la compagnie publique d'électricité (entreprise d'État) Perusahaan Listrik Negara (PLN), dont le rôle a été jugé préoccupant par le FMI, la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement et d'autres donateurs.⁴² Selon les autorités, la production d'électricité est aujourd'hui dominée par des entreprises privées, tandis que la distribution reste le monopole de la PLN.

49. Dans le cadre de sa politique de restructuration du secteur de l'énergie élaborée en 1998, l'Indonésie envisageait de créer à court terme un pool de l'électricité simplifié et concurrentiel et de mettre en place un marché entièrement concurrentiel ouvert à de multiples acheteurs et vendeurs d'ici à 2003; le coût de la réforme devait être couvert par des crédits budgétaires, des prêts extérieurs et le produit de la vente des actifs de la PLN.⁴³ Cette politique prévoit une rationalisation des actuels accords d'achat d'électricité conclus avec un certain nombre de producteurs indépendants et l'intégration de la PLN dans une nouvelle structure qui pourra prendre deux formes selon la région (un modèle pour la région de Java-Bali et un autre pour le reste du pays).

50. Le 4 septembre 2002 a été adoptée une nouvelle loi qui doit ouvrir le secteur de la production d'électricité à la concurrence dans un délai de cinq ans (c'est-à-dire en 2007).⁴⁴ La PLN doit conserver le monopole du transport et de la distribution de l'électricité jusqu'en 2007, la raison avancée étant qu'il faut éviter les pénuries durant les années à venir, mais elle permettra aux entreprises privées de participer progressivement à la construction de centrales électriques.

51. Actuellement, les tarifs et subventions de l'électricité sont uniformes dans tout le pays; le coût budgétaire des subventions à la consommation pour les abonnés disposant de moins de 450 VA a

⁴¹ Loi n° 22/2001; Règlement gouvernemental n° 42/2002, 16 juillet 2002; et OPEC (2002).

⁴² Ces autres donateurs sont notamment la Japan Export Import Bank (JEXIM), le Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW) allemand et l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). Ces organisations ont été étroitement associées au développement du secteur de l'électricité avant la crise financière.

⁴³ British Embassy in Indonesia (1999).

⁴⁴ Loi n° 20/2002; Bank Indonesia (2002b).

été de 3 900 milliards de rupiahs en 2000 et de 4 600 milliards de rupiahs en 2001. En septembre 2002, dans le cadre du programme de réduction des subventions, les autorités prévoyaient de majorer le tarif de l'électricité tous les trimestres à partir de 2003; néanmoins, l'électricité restera subventionnée dans les zones les plus isolées du pays.⁴⁵

4) INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE

52. La contribution de l'industrie manufacturière au PIB, à l'emploi et aux exportations a augmenté (tableau IV.1).⁴⁶

53. La moyenne des droits NPF effectivement appliqués (sur la base de la CITI) et l'éventail des droits ont été réduits, mais il subsiste des crêtes tarifaires (de 60 à 170 pour cent) pour certains produits (produits chimiques, ouvrages en métaux, véhicules automobiles, motocycles, bicyclettes) (tableau AIV.1). Des restrictions à l'importation et des prescriptions de licences spéciales sont toujours en vigueur pour certaines marchandises (textiles, articles en textiles, chaussures, produits électroniques, jouets, moteurs et pompes, outils à main et tracteurs) et les producteurs nationaux de certains produits (boissons alcooliques, tissus de textiles, tôles de fer et d'acier laminées à chaud et à froid) ont un droit d'importation exclusif de ces produits (chapitre III 2) v) et vi)).

54. Des incitations fiscales spécifiques (par région ou par branche de production) ont été conservées et même renforcées, notamment dans le but de réduire les prix de revient et de stimuler la consommation intérieure, ainsi que d'appuyer la recherche-développement. Les autorités ne nous ont communiqué aucun renseignement sur les modalités d'application de ces mesures (bénéficiaires, résultats ou avantages pour l'économie, recettes sacrifiées).

i) Textiles, vêtements et cuir

55. Ces industries sont toujours les principales industries manufacturières de l'Indonésie. Leurs exportations ont représenté 13,7 pour cent du total des exportations en 2001 (graphique I.1).

56. La moyenne des droits NPF a diminué, tombant à 10,3 pour cent (tableau AIV.1). Toutefois, depuis 2002 les droits de douane ont été complétés par des licences d'importation spéciales et des droits d'importation exclusifs en faveur des producteurs nationaux de textiles (chapitre III 2) v) et vi)), l'objectif étant de lutter contre la vente de textiles de contrebande, commerce déloyal portant préjudice aux producteurs nationaux.⁴⁷ Par conséquent, les textiles importés ne peuvent être employés que pour la production. L'Indonésie a notifié à l'Organe de supervision des textiles de l'OMC la liste des produits intégrés dans la troisième étape conformément à l'article 2:8 b) et 2:11 de l'Accord sur les textiles et les vêtements.⁴⁸ En 2004, elle doit intégrer encore 92 positions du SH, ce qui correspond à un volume d'échange considérable (presque égal au volume total des échanges intégrés durant les trois premières étapes).

⁴⁵ Bank Indonesia (2002b).

⁴⁶ Les salariés des usines créées ou reprises par des investisseurs étrangers sont mieux rémunérés (Lipsey and Sjöholm, 2002).

⁴⁷ Décret n° 732/2002.

⁴⁸ Document de l'OMC G/TMB/N/381 du 5 février 2001.

57. Comme nous l'avons déjà indiqué (chapitre III 3 ii)), les exportations vers les principaux marchés, tels que l'UE, les États-Unis, le Canada et la Turquie, sont limitées par des contingents AMF ou des mesures de restrictions bilatérales; le taux d'utilisation des contingents a varié selon la catégorie de produits et le pays destinataire. Les contingents d'exportation sont répartis par le Ministère de l'industrie et du commerce entre les exportateurs en fonction de leurs exportations passées, ainsi qu'aux entreprises fragiles; les titulaires de quotas peuvent les négocier avec de nouveaux exportateurs. Les autorités n'ont communiqué aucun autre renseignement sur l'allocation des quotas.

ii) Industrie automobile

58. Apparemment, la production de l'industrie automobile nationale a chuté à un sixième de son niveau de 1998. Comme nous l'avons indiqué dans le précédent examen, grâce à une très forte protection contre les importations et à des prescriptions rigoureuses de teneur en produits d'origine nationale, l'Indonésie avait réussi à se doter d'une industrie automobile spécialisée dans le montage de voitures particulières et de camions légers. La plupart des monteurs opèrent en coentreprise avec des constructeurs multinationaux (Toyota, Nissan, Daihatsu, Isuzu, BMW et Peugeot) et sont très tributaires des importations de composants. En 1998 le marché s'est effondré et l'industrie automobile s'est retrouvée avec des excédents de capacité considérables.⁴⁹

59. Depuis juin 1999, l'Indonésie a mis en œuvre une nouvelle politique de développement de l'industrie automobile axée sur l'exportation, afin de respecter les engagements qu'elle avait pris dans le cadre de l'OMC et de promouvoir le secteur des équipements automobiles. Les droits de douane sur les véhicules automobiles de tous les segments du marché ont été considérablement réduits (tableau AIV.1); le taux le plus élevé a été ramené de 200 à 80 pour cent et les droits sur les véhicules importés entièrement en pièces détachées de 65 à 25-50 pour cent selon la cylindrée. La structure tarifaire concernant les composants et pièces d'automobiles importés pour montage local a été radicalement simplifiée, avec un taux unique de 15 pour cent pour les pièces et composants de voitures particulières et de camionnettes. Les importations de matières premières ont été exemptées de droits de douane et de TVA. Les incitations fiscales visant à promouvoir l'emploi de produits d'origine nationale ont été supprimées (chapitre III 2) ix)).

60. Les taux de la taxe sur les produits de luxe sont toujours élevés, ce qui répond apparemment à des objectifs de levées de recettes, et cette taxe vise implicitement les véhicules d'origine étrangère.⁵⁰ En janvier 2001, le taux de la taxe sur les voitures particulières (y compris les 4x4) d'une cylindrée supérieure à 4 000 cc a été porté de 50 à 75 pour cent.⁵¹ Depuis juillet 2001, les motocycles sont assujettis à une taxe sur les produits de luxe au taux de 60 pour cent (pour les cylindrées comprises entre 250 et 500 cc) ou de 75 pour cent (pour les cylindrées supérieures à 500 cc); il n'y a pas de distinction entre les véhicules importés en pièces détachées ou entièrement construits.⁵²

⁴⁹ Astra International, premier constructeur indonésien de voitures, a temporairement arrêté de produire en juin 1998.

⁵⁰ Dun & Bradstreet, Inc. (2001), page 632.

⁵¹ Dun & Bradstreet, Inc. (2001), page 632.

⁵² USTR (2002).

61. Les restrictions à l'importation de toutes les voitures importées entièrement construites ont été supprimées.⁵³ Il est interdit d'importer des véhicules d'occasion d'un poids total brut supérieur à 24 tonnes.⁵⁴

62. Grâce à ces mesures, les importations de véhicules automobiles et de leurs parties se sont redressées à partir de 1999 pour atteindre quelque 1,9 milliard de dollars EU en 2000 et en 2001.⁵⁵

iii) Industrie aérospatiale

63. L'Indonésie n'a pas signé l'Accord plurilatéral de l'OMC sur le commerce des aéronefs civils. Elle a dans ce secteur une politique industrielle active visant à promouvoir la construction d'aéronefs, dont le principal acteur est l'entreprise d'État Indonesian Aerospace Company (qui s'appelait IPPN jusqu'en 2000). Cette entreprise produit un nouvel appareil pour le transport de passagers conçu en collaboration avec un constructeur espagnol; elle importe environ 60 pour cent des composants et emploie quelque 10 000 salariés. Elle a exporté dans différents pays d'Asie du Sud-Est, en général dans le cadre d'arrangements de commerce compensé. Selon les autorités, elle ne reçoit pas de subventions publiques directes. Il n'est actuellement pas prévu de la privatiser.

64. Les pièces d'aéronefs ne sont soumises à aucun droit de douane, mais la TVA (à 10 pour cent) et la taxe sur les produits de luxe (à 30 pour cent) sont perçues sur certains composants importés, tels que moteurs et turbines, turbopropulseurs, turboréacteurs, ailes, nacelles, freins, roues, pneumatiques, boîtes à engrenages, pompes, etc. Ces deux taxes ne sont pas appliquées aux composants ou parties importés par des entreprises d'État comme PELITA, Garuda et Gapura Angkasa (Services aéroportuaires). Lorsque des compagnies aériennes appartenant à l'État achètent des avions, la fourniture ultérieure des pièces de rechange est normalement garantie par un contrat qui exige parfois un accord de commerce compensé.

65. Selon les autorités, l'interdiction d'importer des aéronefs (y compris les hélicoptères) de types ou de fonctions similaires aux aéronefs produits en Indonésie a été supprimée. Il est autorisé d'importer des aéronefs légers tels que planeurs et deltaplanes à condition de respecter la réglementation en vigueur. Pour toute importation d'aéronefs, il faut obtenir une licence; la Direction générale des communications aériennes (DGAC), le Bureau de la mise au point et de l'application de technologies (BPPT) et le Secrétariat d'État (organisme de niveau ministériel) participent au processus d'évaluation et de délivrance des licences d'importation.⁵⁶ Ce processus est censé durer environ six mois, mais il semble qu'il puisse durer en fait jusqu'à deux ou trois ans.

5) SERVICES

66. Les services représentaient quelque 43,9 pour cent du PIB en 2001 et employaient environ 41 pour cent de la population active employée. Les services les plus importants sont, dans l'ordre, le commerce de gros et de détail (13 pour cent du PIB en 2001), la construction (5,6 pour cent),

⁵³ Décrets du Ministère de l'industrie et du commerce n° 270/1999 et n° 278/2000.

⁵⁴ APEC (2002a).

⁵⁵ Statistiques extraites de la base de données Comtrade de la Division de statistique de l'ONU pour les positions du SH87.

⁵⁶ Le BPPT est chargé de l'homologation, la DGAC détermine la demande d'aéronefs pour le transport de personnes et de marchandises et le Secrétariat d'État autorise l'importation.

l'administration publique (5,5 pour cent), les transports (4,2 pour cent), l'hôtellerie-restauration (3,1 pour cent), la banque et les services financiers (2,8 pour cent), les communications (1,2 pour cent) et l'électricité, le gaz et l'eau (1,2 pour cent).

67. Il y a encore des obstacles au commerce de nombreux services. Toutefois, depuis le précédent examen de sa politique commerciale, qui a coïncidé avec la crise économique et financière de 1998, l'Indonésie a assoupli certaines restrictions dans le cadre de la mise en œuvre du programme de réforme économique du FMI. Elle a pris de nombreux engagements additionnels dans le cadre des négociations prolongées sur les services financiers (cinquième Protocole) et les services de télécommunications (quatrième Protocole), et a notamment adopté le document de référence; les réformes conduites sous l'égide du FMI sont allées au-delà de ces engagements. Les autres engagements pris par l'Indonésie dans le cadre de l'AGCS, qui concernent l'informatique et les services connexes, les autres services aux entreprises (architecture), les services professionnels (ingénierie), les services de construction et les services d'ingénierie connexes, ne permettent en général pas la fourniture transfrontières, la consommation à l'étranger et le mouvement de personnes physiques. Ces services ne peuvent être fournis qu'au moyen d'une présence commerciale dans le cadre d'une coentreprise avec un partenaire ou un bureau de représentation indonésien. L'Indonésie a aussi pris quelques engagements concernant des services maritimes (transport international) et touristiques (hôtellerie, gestion de stations balnéaires et voyagistes).

i) Services financiers

68. La réforme du secteur financier a été au cœur du programme de redressement économique de l'Indonésie. Les réformes ont été mises en œuvre moins vite que prévu, mais il y a eu des progrès notables et le secteur financier est aujourd'hui plus solide qu'avant la crise. Néanmoins, le programme de réformes qui ne sont pas encore menées à terme reste important et l'assainissement des banques n'est pas encore complet; les questions en suspens concernent les aspects juridiques, politiques et techniques.⁵⁷

a) Services bancaires

Aperçu et évolution récente

69. Les réformes conduites depuis le précédent examen de la politique commerciale de l'Indonésie ont visé en priorité à assainir les banques, avec l'aide du FMI, après la crise financière et économique. De nombreuses banques non viables ont été fermées et de nombreuses banques en difficulté ont été recapitalisées et restructurées à grands frais. La réglementation prudentielle et le contrôle bancaire ont été renforcés afin de consolider le système bancaire et de rétablir la confiance. L'Agence indonésienne de restructuration des banques (IBRA), qui agit sous la tutelle du Ministère des finances, a été créée en janvier 1998 pour mettre en œuvre le plan de sauvetage. Elle a été chargée de fermer, fusionner, racheter ou recapitaliser les banques en difficulté en vue de les revendre. Elle est aussi chargée de recouvrer les créances impayées des banques rachetées ou liquidées et de superviser et de vendre les actifs nantis ou transférés par les anciens actionnaires des banques, y compris les garanties personnelles, dans le cadre d'accords de règlement, en échange de crédits d'urgence accordés par la Banque centrale en cas de crise de liquidités. De plus, le gouvernement a introduit une garantie totale des engagements des banques commerciales (tant inscrits au bilan que hors bilan) et des dépôts de tiers, qui est administrée par l'IBRA dans le cas des banques commerciales et par la Banque centrale dans le cas des banques rurales.

⁵⁷ Banque mondiale (2003), page 13.

70. L'IBRA devrait être démantelée en février 2004. Elle a atteint ses objectifs financiers, mais ses résultats ont été mitigés; la restructuration et la vente des actifs ont progressé assez lentement en raison d'obstacles politiques et institutionnels et notamment à cause de l'incertitude initiale de son mandat, particulièrement pour ce qui est de la liquidation des actifs, et de ses compétences juridiques.⁵⁸ Des interférences politiques dans le processus d'assainissement et de restructuration des banques ont aggravé les retards et les incohérences.⁵⁹ Un comité de contrôle, placé sous la tutelle directe du Ministre des finances et qui agit en étroite coordination avec le Comité de la politique du secteur financier (FSPC), a été créé en juillet 2000 afin d'améliorer le fonctionnement, la gouvernance et la transparence de l'IBRA.⁶⁰ Malgré diverses tentatives d'accélérer le processus, notamment la fixation d'objectifs ambitieux pour l'IBRA en 2002, il sera très difficile de parachever la tâche avant le délai de 2004; de nouveaux actifs ont été transférés à l'IBRA en 2001. À la fin de 2002, l'IBRA gérait encore des actifs d'une valeur nominale de 270 000 milliards de rupiahs (contre 475 000 milliards de rupiahs à la fin de 2001). Le taux de recouvrement a été plutôt bas (42 pour cent en moyenne).⁶¹ Il est de plus en plus probable que le total des sommes recouvrées par l'IBRA ne couvrira pas le coût de la recapitalisation des banques, ce qui laissera une importante dette publique.⁶² Le dispositif qu'il faudra mettre en place pour régler les questions en suspens après la fermeture de l'IBRA, prévue pour février 2004, telles que la liquidation des actifs non encore vendus et le transfert de la responsabilité des banques en difficulté, n'a pas encore été annoncé. Cela est une cause d'incertitude, d'autant plus que la mise en place de l'Autorité de contrôle financier a pris du retard (voir plus loin).

71. L'État a acquis des actions dans les banques privées recapitalisées, soit sept banques reprises par l'IBRA et sept banques résultant de la fusion de banques nationales (tableau IV.3).⁶³ En outre, les sept banques d'État ont aussi besoin d'une importante recapitalisation et d'une restructuration en profondeur; quatre d'entre elles (EXIM, BDN, BBD et Bapindo) ont été réunies pour former la Banque Mandiri en septembre 1998.⁶⁴ La proportion de banques détenues par l'État a considérablement augmenté et, à la fin de 2001, ces banques détenaient près de 85 pour cent des

⁵⁸ Les compétences quasi-judiciaires de l'IBRA sont définies dans la Loi bancaire de 1998 (article 37A) et ont été élargies par le Règlement gouvernemental n° 17.

⁵⁹ Pangestu and Habir (2002).

⁶⁰ Ce comité a aidé à faire en sorte que la restructuration des principaux débiteurs de l'IBRA soit conforme aux principes de rééchelonnement des dettes des entreprises et joue un rôle clé dans l'application de la nouvelle politique du gouvernement visant à faire respecter les accords de règlement entre actionnaires.

⁶¹ Cela est dû à plusieurs facteurs, et notamment à la forte dégradation des actifs transférés correspondant à des prêts impayés, à la surévaluation des actifs nantis par les actionnaires au moment de leur transfert à l'IBRA et à la faiblesse de la demande sur le marché financier et immobilier indonésien.

⁶² À la fin de 2001, la valeur totale des obligations publiques émises pour financer ces activités était de 703 000 milliards de rupiahs, ce qui équivaut à 55 pour cent du PIB. Ce montant comprend 435 000 milliards de rupiahs d'obligations de recapitalisation des banques (deux tiers pour les banques d'État) et 267 000 milliards de rupiahs d'obligations indexées sur l'inflation émises par la Banque centrale pour financer le système de garantie.

⁶³ Sur les 13 banques reprises par l'IBRA, neuf ont été fusionnées avec la Banque Danamon en 2000 et la BCA, la Banque Niaga et la Banque Bali ont été recapitalisées.

⁶⁴ Les autres banques d'État (BNI, BTN et BRI) ont continué d'opérer avec un programme de recapitalisation et de restructuration. À la fin de 2001, les actifs des quatre banques d'État représentaient la moitié environ de l'actif bancaire total.

dépôts de tiers et trois quarts de l'actif bancaire. La privatisation des banques d'État a pris du retard. Initialement, la BCA et la Banque Niaga devaient être vendues en 2000 et la privatisation devait être achevée à la fin de 2001; en fait, à la fin de 2001 seuls 32,5 pour cent du capital de la BCA avaient été vendus (dont 10 pour cent au public).⁶⁵ Toutefois, en 2002, l'IBRA a vendu 51 pour cent (sur les 97,2 pour cent détenus par l'État) du capital de la Banque Niaga à une coentreprise, pour 5 600 milliards de rupiahs, et 40 pour cent (sur une participation totale de 70,3 pour cent) de la BCA. La Banque Bali a été réunie avec quatre banques en difficulté recapitalisées (Universal, Patriot, Prima Express et Artamedia) pour former la Banque Permata en septembre 2002. Au début de 2002, le gouvernement a présenté au Parlement un plan d'ensemble pour la privatisation des autres banques d'ici à 2004, y compris la vente des participations majoritaires de l'État dans les banques Lippo et Danamon et de la participation de 30 pour cent dans la Banque Mandiri en 2002.⁶⁶ D'après le dernier calendrier annoncé par le gouvernement en novembre 2002, il est prévu de vendre au moins 51 pour cent de la Banque Danamon au début de 2003 (en mars) sous forme d'un placement auprès d'un partenaire stratégique, et de vendre au public des participations (d'un montant non encore précisé) dans trois autres banques : Lippo, Mandiri et International Indonesia.⁶⁷

Tableau IV.3

Les participations de l'IBRA dans les banques recapitalisées/fusionnées et reprises

(En pourcentage et en milliers de milliards de rupiahs)

| Banque | Participation de l'IBRA | Valeur comptable de l'investissement |
|--|-------------------------|--------------------------------------|
| Banques fusionnées/recapitalisées | | |
| BII | 57 | 6,6 |
| Lippo | 60 | 6,1 |
| Arta Media | 77 | 0,4 |
| Patriot | 81 | 0,1 |
| Prima Express | 89 | 0,5 |
| Universal | 79 | 4,1 |
| Bukopin | 76 | 0,4 |
| Banques reprises | | |
| Bali | 98 | 5,3 |
| BCA | 93 | 28,5 |
| Danamon | 99 | 70,6 |
| Niaga | 97 | 9,5 |

Note: Avant la vente des actions de BCA et l'exercice des options de rachat par les anciens propriétaires des banques recapitalisées.

Source: FMI, *Indonesia: Selected Issues*, Country Report No. 02/154, juillet, 2002, page 33.

Cadre réglementaire

72. Les efforts de restructuration bancaire menés par la Banque centrale ont eu pour principal objectif de porter le ratio de fonds propres au-dessus du minimum obligatoire de 8 pour cent (contre

⁶⁵ La Banque Bukopin a été intégralement privatisée à la fin de 2001 car les actionnaires initiaux ont exercé leur option de rachat.

⁶⁶ Le Parlement a créé un comité spécial pour superviser chacune de ces opérations.

⁶⁷ Le dernier accord conclu par l'Indonésie avec le FMI prévoit la mise en vente de participations majoritaires dans la banque Danamon (la vente devant être achevée à la fin de 2002) et dans la banque Lippo avant le mois de juillet (la vente devant être achevée en décembre 2002). La vente d'une participation majoritaire dans la banque Niaga devait être achevée le 15 septembre 2002 (voir FMI, 2002d).

4 pour cent) et de ramener la proportion de créances improductives à un niveau indicatif de 5 pour cent avant la fin de 2001. À la fin de 2001, six banques ne respectaient pas le ratio de fonds propres, mais elles n'étaient plus que deux à la fin de juin 2002. Toutefois, certaines banques recapitalisées dont le ratio de fonds propres est inférieur à 10 pour cent sont toujours fragiles, en particulier à cause de la lenteur du redressement de l'économie et de la restructuration des dettes des entreprises.⁶⁸ La recapitalisation des banques a été achevée en 2000 et, conformément au programme national de développement (PROPENAS) 2000-2004, les banques d'État et les banques privées sont traitées de la même manière. La loi n'autorise pas d'autres recapitalisations. La proportion de créances improductives des banques a beaucoup diminué et bon nombre de ces créances ont été transférées à l'IBRA. L'objectif indicatif de 5 pour cent a été reconduit pour la fin de 2002 et repoussé ensuite à juin 2003. À la fin de 2002, la proportion globale de créances bancaires improductives était de 8,3 pour cent; 70 pour cent environ des banques avaient atteint l'objectif de 5 pour cent. L'intermédiation bancaire était toujours insatisfaisante et les banques continuaient de détenir une grande partie de leurs actifs (plus d'un tiers) sous forme d'obligations sans risque (obligations émises par la Banque centrale et obligations de recapitalisation), et ne prêtaient qu'une faible partie de leurs dépôts.⁶⁹ Les prescriptions prudentielles renforcées, telles que l'augmentation du capital minimum et du ratio de fonds propres, ont été appliquées également aux banques à capitaux étrangers.

73. Le contrôle et la réglementation prudentiels, y compris la surveillance du gouvernement d'entreprise et des activités bancaires fondées sur le risque, ont été renforcés. Les audits de banques faits après la crise financière avaient mis en évidence des carences majeures dans le contrôle bancaire en Indonésie: le respect de normes essentielles, comme le ratio minimum de fonds propres (4 pour cent à l'époque) et le plafonnement des crédits, n'était pas convenablement vérifié et de nombreuses banques contournaient les règles prudentielles.⁷⁰ La forte concentration de l'actionnariat bancaire et les liens entre les actionnaires et des conglomérats ayant une grande influence politique avaient contribué à cet état de choses.⁷¹ En conséquence, les autorités ont modifié la réglementation bancaire après 1998 (Loi n° 10 de 1998 sur les banques et Règlement n° 2/27/2000 de la Banque d'Indonésie de 2000 sur les banques commerciales). L'indépendance et les responsabilités prudentielles de la Banque d'Indonésie ont également été renforcées; la Banque d'Indonésie a été définie comme "une institution d'État indépendante, à l'abri de toute interférence du gouvernement ou d'autres parties", ayant pour mission spécifique d'assurer la réglementation et le contrôle bancaire, tant directement qu'indirectement (Loi n° 23 de 1999 sur la Banque d'Indonésie).⁷² En outre, la responsabilité première de l'agrément des banques et du retrait de cet agrément a été transférée du Ministère des finances à la Banque d'Indonésie.

⁶⁸ Bank Indonesia (2002c).

⁶⁹ Afin d'encourager l'intermédiation bancaire et d'aider à créer un marché obligataire secondaire, il a été décidé de porter de 35 à 100 pour cent la proportion des actifs bancaires pouvant être détenus sous forme d'obligations (circulaire n° 3/18/DPM de la Banque d'Indonésie, 31 juillet 2001).

⁷⁰ Par exemple, toutes les banques d'État et presque toutes les banques indonésiennes à capitaux privés n'avaient pas respecté les plafonds légaux de prêts et les limites de positions de change non couvertes.

⁷¹ Pangestu and Habir (2002). Il y avait à l'époque de nombreuses banques en Indonésie, mais les dix premières banques à capitaux privés et les six premières banques d'État détenaient trois quarts de l'actif bancaire total.

⁷² En tant qu'institution d'État indépendante, la Banque d'Indonésie jouit d'une autonomie totale pour la définition et l'exécution de ses tâches et compétences, conformément à la loi, et il est strictement interdit à quiconque d'interférer dans son fonctionnement. La Banque est tenue de repousser toute tentative de ce genre, sous quelque forme que ce soit et quel qu'en soit l'auteur.

74. Les critères légaux dont la Banque d'Indonésie doit tenir compte pour agréer une banque comprennent un critère du besoin économique, ce qui implique que la Banque doit évaluer le degré de concurrence saine entre les banques, la densité bancaire dans certaines zones et l'équilibre géographique du développement économique national. L'ouverture et la fermeture de filiales et de succursales, y compris les bureaux de représentation de banques étrangères, doivent aussi être approuvées par elle.⁷³ Les règles d'agrément sont en général appliquées de la même façon aux banques à capitaux indonésiens et aux banques à capitaux étrangers. La règle en vertu de laquelle les banques étrangères ne pouvaient ouvrir de succursales en dehors de Djakarta que dans six autres villes commerçantes a été supprimée en 1999 (Décret n° 32/37/KEP/DIR du 12 mai de la Banque d'Indonésie). En général, les banques étrangères ont chacune deux ou trois succursales en Indonésie, pour la plupart situées à Djakarta. Suite à la liquidation et à la fusion de nombreuses banques, le nombre total de banques est passé de 238 en 1997 à 145 en 2001 et à 141 en 2002; 34 d'entre elles avaient des actionnaires étrangers.

75. Seuls des investisseurs indonésiens ou des investisseurs étrangers en coentreprise avec des Indonésiens ont le droit d'établir des banques commerciales. Les banques étrangères peuvent opérer en Indonésie par l'intermédiaire de succursales agréées (il y en avait dix en 2001: Citibank, Standard Chartered, ABN Amro et Hong Kong Shanghai Bank), à condition de compter parmi les 200 premières banques du monde (et d'avoir au minimum la note "A" délivrée par une agence internationale de notation des crédits) et de disposer d'un fonds d'exploitation d'au moins 3 000 milliards de rupiahs⁷⁴; à défaut, elles peuvent créer des filiales bancaires communes en partenariat avec des investisseurs indonésiens. Les étrangers peuvent aussi acheter des actions de banques commerciales indonésiennes directement ou en bourse; ce dispositif a été assoupli en 1999 pour faciliter l'investissement étranger. Les investisseurs étrangers peuvent détenir jusqu'à 99 pour cent (contre 85 pour cent auparavant) du capital libéré des banques commerciales nationales, qu'elles soient cotées en bourse ou non, y compris les coentreprises.

76. La Banque d'Indonésie est en train de mettre en œuvre un plan directeur pour le renforcement du contrôle bancaire. Ce plan prévoit un programme spécial de surveillance avec des examens sur dossier et des inspections dans les locaux des banques. Les autorités veulent aussi améliorer la gestion des banques en imposant des règles de bonne gouvernance et en renforçant l'infrastructure bancaire, notamment avec la promotion de réseaux de banques conformes à la charia gérées selon des critères prudentiels solides. La Banque d'Indonésie doit prendre certaines mesures correctives pour restructurer les banques en difficulté et est tenue, lorsque c'est nécessaire pour protéger le système bancaire, de retirer son agrément; enfin, elle doit engager des poursuites pénales contre les actionnaires et dirigeants de banques qui violent sciemment et volontairement les prescriptions légales et notamment les normes prudentielles (Loi n° 10 de 1998 sur les banques). Elle a mis en place un système de surveillance à trois niveaux (Règlement n° 3/25/PBI/2001 de décembre 2001 de la Banque d'Indonésie). Le contrôle ordinaire, qui doit être fait au moins une fois par an, est complété par une inspection approfondie des banques en difficulté. Ces dernières sont suivies de plus près et doivent élaborer un plan de redressement, qui doit être approuvé. Les banques en grave difficulté font l'objet d'une surveillance spéciale et doivent respecter des mesures (par exemple interdiction de verser des dividendes) imposées par des ordonnances de la Banque d'Indonésie. Les banques en question (la surveillance peut durer au maximum six mois dans le cas des banques non cotées en bourse et neuf mois dans le cas des banques cotées) sont soit placées sous le contrôle de l'IBRA en tant que banque

⁷³ Seules les 300 premières banques du monde peuvent ouvrir des bureaux de représentation en Indonésie.

⁷⁴ Décrets du Conseil d'administration de la Banque d'Indonésie n° 32/37/KEP/DIR et 32/36/KEP/DIR du 12 mai 1999.

en restructuration ou, si la restructuration est insuffisante ou impossible, sommées de cesser leurs activités et de se liquider. Les deux dernières banques qui étaient sous le régime de la surveillance spéciale en sont sorties à la fin de 2002.

77. Le plan de contrôle prévoit l'adoption des 25 Principes fondamentaux de la BRI pour un contrôle bancaire efficace publiés par le Comité de Bâle. En septembre 2000, l'Indonésie appliquait intégralement deux de ces principes et en grande partie six autres (tableau IV.4). La Banque d'Indonésie avait aussi appliqué les critères d'aptitude des actionnaires et aux dirigeants des banques, ainsi que le principe "connaître ses clients". La garantie publique globale des engagements bancaires doit être progressivement supprimée et remplacée par un mécanisme d'assurance des dépôts, ce qui était initialement prévu pour 2004 (Loi bancaire n° 10 de 1998). L'Équipe de travail sur l'Agence d'assurance des dépôts, composée de représentants du Ministère des finances et de la Banque d'Indonésie, étudie l'introduction de ce nouveau mécanisme et la suppression progressive des garanties existantes. Ce mécanisme offrira une garantie limitée aux déposants auprès des banques commerciales et des banques de crédit rural, de façon à limiter le risque moral, c'est-à-dire la prise de risque excessif par les banques et leurs clients. Il sera administré par une institution indépendante et financé par des primes versées par les banques, dans un premier temps à un taux uniforme, mais qui sera ensuite ajusté en fonction du niveau de risque associé à chaque banque.⁷⁵ L'assurance sera obligatoire pour toutes les banques, y compris les banques étrangères.

Tableau IV.4
Évaluation du respect des 25 Principes fondamentaux de Bâle par l'Indonésie, faite par le FMI

| Degré d'application | Principes | Observations |
|--|-----------|---------------------------------------|
| Observation intégrale | | |
| 2 Principes fondamentaux | PF 1(1) | Objectifs |
| | PF 1(2) | Indépendance et ressources |
| | PF 1(3) | Cadre juridique |
| | PF 1(4) | Moyens d'exécution |
| | PF 1(5) | Protection juridique |
| | PF 2 | Activités autorisées |
| Observation de l'essentiel des principes et | | |
| efforts menés en vue d'une observation intégrale (2 PF) | PF 21 | Comptabilité |
| | PF 22 | Mesures correctives |
| pas d'efforts en vue d'une observation intégrale (4 PF) | PF 1(6) | Partage de l'information |
| | PF 5 | Critères de placement |
| | PF 24 | Contrôle par le pays d'accueil |
| | PF 25 | Contrôle des établissements étrangers |

Source: Bank Indonesia, *Annual Report 2001*, page 133.

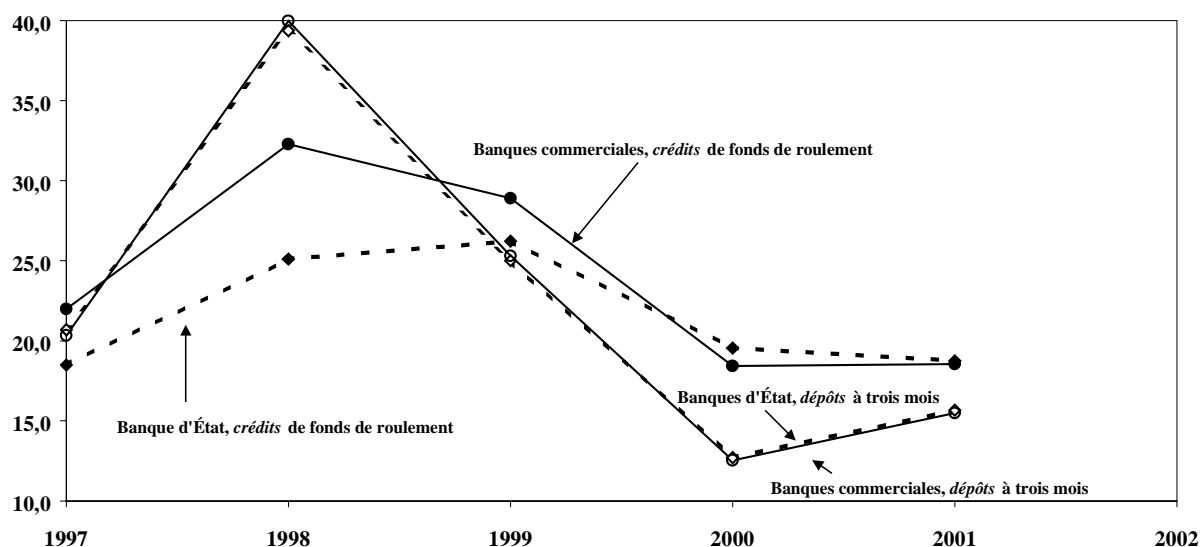
78. L'importance de la marge entre le taux moyen appliqué aux crédits de fonds de roulement et le taux versé sur les dépôts montre qu'il n'y a pas assez de concurrence dans le secteur bancaire et que celui-ci est peu efficient. Les marges d'intérêt pratiquées par les banques commerciales et les banques d'État ont augmenté en 2000; d'après les autorités, cela était dû essentiellement à l'incertitude politique, mais les marges ont ensuite diminué en 2001 (graphique IV.2). En outre, les taux pratiqués par ces deux types d'établissements bancaires ont convergé.

⁷⁵ Bank Indonesia (2002a), pages 149 et 150.

Graphique IV.2

Taux d'intérêt sur les crédits et les dépôts, 1997-2002

Pour cent

Source : Bank of Indonesia, *Indonesian Financial Statistics*, septembre 2002.

79. Les autorités avaient prévu de créer une autorité indépendante de contrôle financier (FSA), initialement avant la fin de 2002 (Loi de 1999 sur la Banque d'Indonésie). Un projet de loi devait être présenté au Parlement en 2002. Le délai est aujourd'hui repoussé au milieu de 2003 et la FSA deviendra pleinement opérationnelle dans les deux années qui suivront sa création. Elle contrôlera tous les établissements financiers et vérifiera qu'ils respectent les règles prudentielles; les fonctions de contrôle, y compris l'agrément, qui relèvent actuellement de la Banque d'Indonésie, lui seront progressivement transférées.⁷⁶ Les activités financières non bancaires concernées seront l'assurance, le capital-risque, le prêt sur gages, le crédit-bail, la gestion des caisses de prévoyance, les opérations sur titres et la gestion de fonds publics.

b) Assurance

80. À la fin de 2002, il y avait en Indonésie 173 compagnies d'assurance, dont 63 compagnies d'assurance-vie. Il y avait une compagnie d'assurance-vie d'État et 23 compagnies d'assurance-vie en coentreprise, et trois compagnies d'État et 24 coentreprises offrant des assurances autres que sur la vie. L'actif total du secteur était de 41 000 milliards de rupiahs (4,6 milliards de dollars EU) à la fin de 1997. Les compagnies en coentreprise détiennent un peu plus de la moitié du marché de l'assurance-vie, AIG-Lippo Life (qui a des actionnaires des États-Unis) étant le deuxième assureur d'Indonésie. La pénétration des assureurs étrangers sur le marché de l'assurance non vie a été plus lente et la compagnie d'État Jasa Indonesia était la première compagnie d'assurance dans ce secteur.

81. Le Ministère des finances (Direction générale des établissements financiers, Direction de l'assurance) continuera de réglementer et de contrôler l'assurance jusqu'à l'entrée en fonction de la FSA. La confiance envers le secteur de l'assurance en Indonésie et plus généralement envers son droit commercial et l'application de ce droit s'est beaucoup détériorée après la bataille judiciaire de deux

⁷⁶ Bank Indonesia (2002a), pages 153 et 154.

ans qui a opposé Manulife Indonesia (AJMI), coentreprise dans laquelle la compagnie canadienne Manulife Financial avait une participation majoritaire, et son ancien partenaire indonésien en faillite, PT Dharmala Sakti Sejahtera (DSS). Après avoir racheté les actions de ses partenaires locaux en octobre 2000, Manulife a subi neuf procès, dont cinq tentatives injustifiées de son ancien partenaire qui voulait la faire mettre en faillite par le tribunal commercial.⁷⁷ En juin 2002, elle a été mise en faillite, mais cette décision a été cassée par la Cour suprême en juillet. AJMI était la quatrième compagnie d'assurance d'Indonésie.

82. Toutes les compagnies d'assurance doivent être agréées et satisfaire certaines conditions, telles qu'un niveau minimum des fonds propres et des qualifications de leur personnel, et doivent chercher à promouvoir la croissance du secteur de l'assurance (Loi n° 2 de 1992 sur l'assurance). Le gouvernement a amélioré le contrôle prudentiel, notamment en introduisant une nouvelle réglementation, entrée en vigueur en avril 2000, qui exige que les compagnies d'assurance s'alignent progressivement (dans un délai de cinq ans) sur des prescriptions de solvabilité fondées sur le capital pondéré par le risque, et que les nouvelles compagnies aient un capital d'au moins 100 milliards de rupiahs. En pratique, dans le cas des coentreprises, ce sont les partenaires étrangers qui ont apporté l'essentiel des capitaux nécessaires pour satisfaire ces conditions. Enfin, le gouvernement a durci les obligations d'information financière des assureurs.

83. Seules les sociétés de droit indonésien peuvent offrir des produits d'assurance, sauf dans le cas de ceux qui ne sont pas disponibles en Indonésie. Toutefois, les sociétés indonésiennes à capitaux entièrement étrangers ont le droit de souscrire toute forme d'assurance à l'étranger. Les compagnies étrangères n'ont pas le droit d'établir de succursales. Les assureurs étrangers (y compris les compagnies de réassurance) ne peuvent opérer en Indonésie que dans le cadre d'une coentreprise avec un partenaire local ou en tant qu'actionnaires d'une société cotée en bourse. Il n'y a aucune restriction visant la réassurance à l'étranger, si ce n'est que l'assureur doit être noté BBB au minimum. Les participations étrangères dans les coentreprises sont plafonnées à 80 pour cent du capital.⁷⁸ Il n'y a aucune limite visant les participations étrangères dans des sociétés cotées en bourse. L'Indonésie a supprimé le traitement discriminatoire concernant les fonds propres minimums qui était appliqué aux compagnies d'assurance et de réassurance à capitaux étrangers en 1999.

c) Marché des capitaux

84. La Commission des opérations de bourse (Bapapam) est responsable de la réglementation prudentielle et du contrôle des agents de change et des maisons de titres. Elle est placée sous la tutelle du Ministère des finances, qui est responsable de l'agrément de ces sociétés. Ces fonctions doivent être transférées à la FSA.

85. Depuis 1997, les investisseurs étrangers sont autorisés à acheter jusqu'à 100 pour cent des actions d'établissements financiers non bancaires cotés, tant sur le marché primaire qu'en bourse (Décret du Ministre des finances n° 455/KMK.01/1997). Toutefois, dans le cas des maisons de commerce de titres, les établissements financiers du secteur agréés et réglementés par l'autorité de réglementation de leur pays d'origine peuvent acquérir au maximum 99 pour cent des actions, sauf si elles les achètent au moment de l'introduction en bourse, auquel cas elles peuvent en acheter 100 pour cent (Décret du Ministre des finances n° 90/KMK.010/2001). Les établissements financiers étrangers qui ne sont pas des maisons de titres peuvent détenir jusqu'à 85 pour cent d'une maison de titres en

⁷⁷ Banque mondiale (2003), page 34.

⁷⁸ Selon les autorités, il est possible de dépasser ce plafond par exemple lorsqu'une coentreprise a besoin d'accroître son capital et que le partenaire local ne peut pas suivre.

coentreprise. Le capital minimum exigé est moins important pour les maisons de titres dont les propriétaires sont indonésiens que pour celles qui sont des coentreprises. Les sociétés financières ayant des activités telles que crédit-bail, affacturage, carte de crédit et crédit à la consommation doivent être agréées par le Ministre des finances (Décret du Ministre des finances n° 448/KMK.017/2000).⁷⁹ Il est possible de créer une société financière en coentreprise, la participation étrangère étant plafonnée à 85 pour cent. Le capital minimum requis est moins élevé pour les sociétés financières à capitaux indonésiens que pour les coentreprises, dont le capital libéré doit être deux fois plus élevé. En septembre 2002, 244 sociétés financières opéraient en Indonésie et leur actif total était de 39 400 milliards de rupiahs. Leur principale activité était le crédit à la consommation.

86. En 2001, la capitalisation de la Bourse de Djakarta est tombée de 259 600 milliards à 238 300 milliards de rupiahs. Les transactions avec les contreparties étrangères sont tombées de 20,1 pour cent à 9,9 pour cent du volume total, en raison des craintes suscitées par l'insécurité et par l'incertitude politique, ainsi que de la dégradation de la note de crédit de l'Indonésie. L'organigramme du Bapepam a été remanié. Le commerce d'obligations d'entreprises a aussi chuté; un droit de timbre de 0,3 pour cent sur la valeur transactionnelle des obligations échangées, perçu en 2001, a été remplacé en 2002 par un impôt à la source égal à 20 pour cent du coupon. Le négoce d'obligations publiques sur le marché secondaire s'est beaucoup développé en 2001.

87. L'Indonésie a pris des mesures pour créer un marché des obligations publiques, qui devrait lui permettre de devenir moins tributaire de l'emprunt extérieur. Un Bureau de la gestion de la dette a été créé au Ministère des finances et les autorités s'emploient à consolider le marché monétaire en créant une infrastructure fiable pour les transactions et le règlement et en renforçant la réglementation des titres de créances. Elles sont aussi en train de sélectionner un certain nombre de négociants qui seront chargés des transactions sur des obligations d'État sur le marché secondaire.

ii) Communications

a) Télécommunications

88. Le marché indonésien des télécommunications s'est beaucoup développé depuis 1998. Le nombre de lignes fixes est passé de 5,6 millions en 1998 à 7,1 millions à la fin de septembre 2001, ce qui représente 3,7 lignes pour 100 habitants. Il y avait 5,3 millions d'abonnés au téléphone mobile, soit 2,5 pour cent de la population (contre 1,1 million (0,5 pour cent) en 1998). Le nombre d'utilisateurs d'Internet était de 2 millions à la fin de 2000, contre 500 000 à la fin de 1998; il y avait 27 fournisseurs d'accès. En 2000, le total des recettes des télécommunications a atteint 19 100 milliards de rupiahs (contre 10 900 milliards de rupiahs en 1998); la moitié environ de ce total correspondait aux services de téléphonie et en particulier de téléphonie mobile (36 pour cent).

89. L'Indonésie s'est fixé pour objectif de porter la densité téléphonique à 8,7 lignes fixes pour 100 habitants (19 millions de lignes) d'ici à 2004 (Repelita VII) et à 12,4 lignes fixes pour 100 habitants (29 millions) d'ici à 2009 (Repelita VIII).

⁷⁹ Le délai qui avait été fixé aux sociétés financières pour respecter les obligations de capital minimum a été prolongé de deux ans à partir de la fin d'octobre 1998 (Décret du Ministre des finances n° 446/KMK.017/1998, 12 septembre 1998).

Historique et évolution récente

90. Traditionnellement, l'Indonésie a encouragé l'investissement privé dans les services de télécommunications de base sous forme d'exploitation conjointe, de coentreprises ou de contrats de gestion avec les monopoles d'État Telekom (P.T. Telekomunikasi Indonesia) pour les appels locaux et interurbains et Indosat (P.T. Indonesian Satellite Corporation) pour les appels internationaux. Par exemple, les mécanismes d'exploitation conjointe (appelés KSO) octroient des concessions de 15 ans à des exploitants privés (ce sont tous des coentreprises ayant au moins une société étrangère de télécommunications comme partenaire) pour l'offre de téléphonie fixe dans cinq des zones d'exploitation de Telekom (à l'exclusion de Djakarta et Surabaya) sur la base du partage des recettes.⁸⁰ Telekom et Indosat ont été transformées en sociétés à caractère commercial et partiellement privatisées en 1995 et 1996, avec offre de vente publique (24,15 pour cent des actions de Telekom et 25 pour cent des actions d'Indosat sont détenus par des investisseurs privés). Telekom a reçu un monopole légal pour les appels nationaux jusqu'en 2011 (15 ans) dans le cas des appels locaux et jusqu'à 2006 (dix ans) dans le cas des appels interurbains. Un deuxième opérateur international, Satelindo (P.T. Satelit Palapa Indonesia), coentreprise dont les partenaires sont Telekom (22,5 pour cent), Indosat (7,5 pour cent), Deutsche Telekom (25 pour cent) et d'autres investisseurs indonésiens (45 pour cent), a obtenu une licence en 1993 et le droit d'exploiter le marché des appels internationaux en duopole avec Indosat jusqu'en 2005. Les deux exploitants n'ont pas été autorisés à se faire concurrence sur les prix: ils devaient tous les deux pratiquer des tarifs fixés par le gouvernement et ne pouvaient se faire concurrence que sur la qualité. Par ailleurs, Satelindo a obtenu une licence GSM en 1994.

91. Les services de télécommunications autres que les télécommunications de base, comme la téléphonie mobile, la transmission de données, la radio-messagerie, les services Internet et la communication par satellite, ont été libéralisés par la Loi de 1989 sur les télécommunications et ouverts à des fournisseurs privés indépendants. Le marché de la téléphonie mobile a crû très rapidement; presque tous les fournisseurs emploient la norme GSM. À la fin de 2000, il y avait sept exploitants de réseaux de téléphonie cellulaire; trois étaient des réseaux GSM-900 couvrant l'ensemble du pays (qui ont ensuite été mis à la norme GSM-1800) et quatre étaient des réseaux régionaux analogiques. Tous les exploitants opéraient dans le cadre de coentreprises avec Telekom⁸¹. À la fin de 2000, la part du marché de la téléphonie mobile de Telkomsel était de 46 pour cent et celle de Satelindo était de 29 pour cent.

92. Dans ses négociations avec le FMI, l'Indonésie a accepté de réformer son marché des télécommunications, avec une restructuration et une privatisation rapides.⁸² Elle a l'intention de créer une agence indépendante de régulation et d'imposer des obligations d'interconnexion et de service universel. Telekom et Indosat devaient être transformées en fournisseurs offrant l'intégralité des services en concurrence et toutes les participations non essentielles devaient être vendues avant la fin de 2001. En mai 2001, Telekom a accru sa participation dans le principal exploitant de téléphonie

⁸⁰ Cela correspondait à près de la moitié des lignes de téléphones fixes en 2000. Il y avait aussi un dispositif de construction-exploitation-possession en vertu duquel des exploitants privés formaient une coentreprise avec Telekom pour créer et exploiter des réseaux de téléphone dans une zone donnée.

⁸¹ Par exemple, parmi les deux autres exploitants d'un réseau GSM à l'échelle nationale, Telkomsel est détenu à 42,7 pour cent par Telekom (et à 35 pour cent par Indosat, 17,3 pour cent par KPN (Pays-Bas) et 5 pour cent par PT Setdco Megacell Asia), et Excelcomindo est détenu à 6,9 pour cent par Telekom (et à 64,7 pour cent par Rajawali, 23,1 pour cent par Verizon (États-Unis) et 5,2 pour cent par d'autres investisseurs).

⁸² Government of Indonesia (2000).

mobile, Telekom, la portant à 77,7 pour cent par le rachat de la participation de 35 pour cent d'Indosat (pour 945 millions de dollars EU), tandis qu'Indosat a acheté (pour 186 millions de dollars EU) la participation de 22,5 pour cent de Telekom dans Satelindo, ce qui lui a permis de porter sa part à 30 pour cent. Indosat a aussi acheté les actions de Telekom dans PT Lintsarta, qui est un des principaux fournisseurs de services de transmission de données, et a acheté les activités de Telekom dans le KSO IV (centre de Java) pour 375 millions de dollars EU. Telekom est en train de renégocier et de racheter les KSO, dont la plupart ne répondent plus aux critères officiels de solvabilité depuis la crise financière. Elle a racheté le KSO VI, qui couvre Kalimantan. Ces transferts de propriété ont renforcé la concentration des télécommunications entre les mains du duopole d'État. En particulier, Indosat contrôle aujourd'hui plus d'un cinquième des lignes fixes de l'Indonésie et, ayant pris le contrôle de la gestion de Satelindo, a un monopole de fait pour les appels internationaux.⁸³

Cadre réglementaire

93. Les télécommunications sont réglementées par la Direction générale des postes et des télécommunications (Postel), du Ministère des communications. L'Indonésie a l'intention de transformer Postel en une autorité de régulation indépendante, ce qui séparerait la fonction de réglementation de la conduite de la politique des télécommunications. Le plan directeur des télécommunications publié par le gouvernement en juillet 1999 prévoyait d'importantes modifications, en vue notamment d'améliorer les résultats du secteur, d'instaurer la concurrence pour mettre fin au monopole et libéraliser les télécommunications, d'accroître la transparence et de renforcer les alliances stratégiques avec des investisseurs étrangers.

94. Une nouvelle loi sur les télécommunications (Loi n° 36 de 1999, entrée en vigueur le 8 septembre 2000) et son règlement d'application (Règlement gouvernemental sur les télécommunications n° 52 de 2000) a supprimé la notion d'"entité organisatrice"; la loi n'exige plus que Telekom ait des participations dans toutes les entreprises de télécommunications. Elle fait une distinction, parmi les fournisseurs de télécommunications, entre les réseaux, les services et les exploitants spéciaux. Des entités privées peuvent exploiter des réseaux et offrir des services soit en louant des lignes à des fournisseurs de réseaux, soit en posant leurs propres lignes. Les fournisseurs de réseaux doivent accepter l'interconnexion sur demande, à un tarif convenu conformément aux directives gouvernementales. Les services de télécommunications doivent également être tarifés conformément aux directives gouvernementales. Tous les exploitants doivent obtenir une licence du Ministre des communications (en fait deux licences, une licence principale et une licence commerciale). Les redevances sont fixées au prorata des recettes. En août 2001 a été créé un nouveau Ministère des communications et de l'information.

95. La nouvelle loi permet au gouvernement de supprimer par anticipation les droits d'exclusivité de Telekom moyennant une indemnisation équitable. En août 2000, le gouvernement a annoncé par décret que la suppression des licences exclusives serait accélérée. L'exclusivité doit prendre fin en août 2002 pour la téléphonie locale et en août 2003 pour la téléphonie interurbaine et internationale. Indosat a obtenu une licence de téléphonie locale en août 2002 et doit en obtenir une pour la téléphonie interurbaine en 2003.⁸⁴ Telekom devait obtenir une licence internationale en 2003. Cela signifie qu'il y aurait un duopole pour la téléphonie nationale et trois opérateurs pour la téléphonie internationale. Aucune restriction n'empêche des exploitants étrangers d'entrer sur le marché des télécommunications de base, mais les participations étrangères dans les coentreprises de

⁸³ ITU (2002), page 7.

⁸⁴ Dans un premier temps, Indosat n'était autorisée à desservir que Djakarta et Surabaya jusqu'au 30 novembre; ensuite, elle a obtenu une licence à l'échelle nationale.

télécommunications ont été plafonnées à 35 pour cent. Toutefois, cette limite a été dépassée avec la vente de 42 pour cent des actions d'Indosat en décembre 2002. Les services de contournement et le rappel automatique sont toujours interdits.

96. Les fournisseurs de réseaux de télécommunications doivent construire et gérer leurs réseaux conformément au plan technique convenu avec le Ministre. Les comportements monopolistiques et la concurrence déloyale dans les télécommunications sont interdits par la loi. Les fournisseurs de services et de réseaux ne peuvent pas faire de discrimination entre les utilisateurs. Ils doivent tous contribuer au service universel dans les zones isolées.

97. Par ailleurs, le gouvernement a publié en 2001 des lignes directrices et un plan d'action quinquennal pour le développement des technologies de l'information et de la communication.⁸⁵

b) Radiodiffusion et services audiovisuels

98. Après la suppression du Ministère de l'information en 1999, Postel et le Ministère des transports ont repris la responsabilité de la réglementation de la radiodiffusion jusqu'à la création du Ministère des communications et de l'information, au début de 2001. Les films sont censurés par l'Office de la censure cinématographique du Ministère de la culture et du tourisme.

99. Les services de radiodiffusion et de télédiffusion sont réservés à l'État et aux diffuseurs privés titulaires d'une licence (Loi n° 32 de 2002 sur la radiodiffusion, qui a remplacé la Loi n° 24 de 1997). Le Ministère délivre des licences quinquennales (prorogeables) pour la télévision et des licences décennales pour la radio. Tous les autres services de diffusion doivent être fournis par des institutions spéciales qui ne peuvent être que des sociétés indonésiennes agréées. Il est interdit à des investisseurs étrangers d'avoir des parts dans des sociétés privées ou des institutions spéciales de radiodiffusion. Il est également interdit aux investisseurs étrangers d'investir dans la production cinématographique, les services techniques pour la cinématographie, l'exportation et l'importation, la distribution et la projection de films. L'Indonésie interdit aux distributeurs étrangers de films et de vidéo de créer des filiales ou succursales. En vertu de la loi sur les films, l'importation et la distribution sont réservées aux sociétés à capitaux intégralement indonésiens. L'importation et la distribution de films produits aux États-Unis sont réservées à une organisation appelée Association des importateurs de films européens et américains (AIFEA).⁸⁶

100. Les diffuseurs privés et publics doivent diffuser des émissions indonésiennes pendant au moins 60 pour cent du temps d'antenne. Ils peuvent employer l'anglais uniquement si c'est nécessaire pour appuyer ou présenter une émission particulière. Les émissions en anglais doivent être doublées en langue indonésienne et les films doivent être sous-titrés. La Commission indépendante de la radiodiffusion est compétente pour toutes ces questions.

iii) Transports

a) Transport routier et ferroviaire

101. L'entreprise d'État PT Jas Marga s'occupe de la construction, de la gestion et de l'entretien des routes à péages. L'Indonésie cherche à promouvoir l'investissement étranger dans la construction de

⁸⁵ Décret présidentiel n° 6, *Lignes directrices pour le développement et la mise en œuvre des technologies de l'information et de la communication en Indonésie*, avril.

⁸⁶ U.S. Embassy Jakarta (2002).

routes à péages au moyen de coentreprises. Afin d'accroître la transparence, l'Équipe de renégociation de l'aménagement des routes à péages, formée en avril 2002, examine les accords de coentreprise; les accords jugés irréalistes et qui ne peuvent pas être mis en œuvre dans un délai d'un an peuvent être annulés et les projets concernés peuvent faire l'objet d'un nouvel appel d'offres.⁸⁷ PT Jasa Marga a aussi repris la construction de certaines routes à péages financées par des obligations.

102. La Direction générale des communications terrestres (Ministère des communications et de l'information) est responsable du transport routier et ferroviaire. Le transport de marchandises dangereuses, de marchandises spéciales et d'équipements lourds est réglementé, notamment par des prescriptions techniques. L'Indonésie a officiellement ouvert des points de passage de la frontière pour les transports routiers avec la Malaisie, le Brunéi Darusalam et la Papouasie-Nouvelle-Guinée en 2000. La réglementation régissant le franchissement des frontières s'applique tant aux marchandises qu'aux passagers et il y a des restrictions visant le cabotage. L'investissement public est interdit dans les services de transport public par taxi et par autocar. L'État subventionne le voyage par chemin de fer et par autocar (en classe économique), mais il a l'intention de supprimer progressivement cette subvention.

103. Les trains sont le mode de transport le plus employé. En 2000, ils ont transporté 19,5 millions de tonnes de fret et 19,2 millions de passagers. La société de chemins de fer de l'État a été transformée en société à responsabilité limitée en juin 1999 et rebaptisée PT Kereta Api Indonesia. Une double voie ferrée sera construite entre Djakarta et Surabaya; le tronçon Cikampek - Cirebon sera construit en priorité. L'Indonésie a beaucoup investi dans les infrastructures ferroviaires, notamment pour le transport de passagers. L'État a entrepris de mettre aux normes les services ferroviaires à Aceh, notamment en élargissant l'écart entre les rails de 750 à 1 067 mm, comme dans le nord de Sumatra.

104. Le secteur privé peut aménager des infrastructures ferroviaires, exploiter des réseaux ferroviaires et gérer les installations connexes, essentiellement dans le cadre de contrats de partage des recettes et de contrats de coexploitation. Les investisseurs étrangers peuvent détenir jusqu'à 95 pour cent des coentreprises de service public de transport ferroviaire. Plusieurs projets de réseaux de transport urbain, comme le projet Jakarta MRT, suspendus après la crise, sont de nouveau envisagés.

b) Transport aérien

105. L'Indonésie, en tant qu'archipel, est très tributaire du transport aérien. En 2000, il y a eu 9 millions de mouvements de passagers nationaux et 19 millions de mouvements de passagers internationaux (les quantités de marchandises transportées étaient respectivement de 242 000 et 272 000 tonnes). Il existe quelque 500 aéroports ou aérodromes, dont 150 environ sont administrés par deux entreprises d'État, PT. Angkasa Pura I et PT. Angkasa Pura II; les autres sont exploités par des organisations de missionnaires, des compagnies minières et d'autres groupes privés. La Direction générale des communications aériennes (Ministère des communications et de l'information) est responsable de la réglementation de l'aviation civile, y compris en matière de sécurité. Les autorités ont entrepris de réviser la Loi n° 15 de 1992 sur l'aviation civile pour l'adapter à l'autonomie régionale, pour assurer une concurrence loyale et pour promouvoir la sécurité des vols et la sécurité nationale. Le transport aérien a été lourdement pénalisé par la réduction du tourisme qui a fait suite aux attentats commis aux États-Unis en septembre 2001 et à Bali en octobre 2002.

⁸⁷ British Embassy in Indonesia (2001b).

106. La vente de la participation de l'État de 49 pour cent dans PT. Angkasa Pura II, qui exploite et gère l'aéroport international Soekarno-Hatta de Djakarta, a été renvoyée, dans un premier temps jusqu'en 2001. Elle est toujours à l'examen au Parlement et dans le cadre du Ministère des entreprises d'État, et aucun délai précis de privatisation n'a été fixé.

107. Les vols intérieurs de ligne sont ouverts à des exploitants privés titulaires d'une licence, qui peuvent donc faire concurrence à la compagnie d'État Garuda et à sa filiale de transport intérieur Mepari Nusantara, y compris sur les itinéraires les plus chargés, c'est-à-dire les vols de Djakarta à Surabaya. Les fournisseurs étrangers de services de transport intérieur réguliers doivent opérer en coentreprise et la participation étrangère à ces coentreprises est plafonnée à 49 pour cent. Les compagnies aériennes étrangères peuvent offrir des services de transport de passagers internationaux et intérieurs à la demande, de point à point (sans avoir à désigner un agent général de vente en Indonésie), mais les vols doivent être de véritables vols charters et les compagnies ne peuvent pas faire de publicité ni vendre les billets au public.

108. L'Indonésie a conclu 64 accords bilatéraux régissant l'aviation internationale et est desservie par 34 compagnies aériennes de 25 pays. En règle générale, les accords prévoient les troisième et quatrième libertés, c'est-à-dire le droit d'exploiter des lignes directes entre l'Indonésie et les partenaires bilatéraux sur une base réciproque. Des droits de trafic dits de la cinquième liberté sont accordés à des compagnies aériennes de quelques pays, comme Singapour. Presque tous les accords bilatéraux autorisent plusieurs transporteurs à desservir plusieurs destinations en Indonésie; les transporteurs concernés ne peuvent offrir des vols qu'entre ces destinations. L'Indonésie n'autorise pas le cabotage (huitième liberté), c'est-à-dire le transport de passagers et de marchandises entre deux points situés à l'intérieur du pays. Elle participe activement aux travaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI). Elle participe aussi aux accords de transport aérien civil de l'ANASE, aux échelons sous-régional et régional, par exemple dans le cadre du Groupe de travail du transport aérien.

c) Transport maritime

109. Le transport maritime et en particulier le transport interinsulaire est aussi très important en Indonésie. Les investisseurs étrangers ne sont pas autorisés à offrir des services de transport maritime entre les îles. Le cabotage fait aussi l'objet de restrictions; le gouvernement peut assouplir ces restrictions sur certaines dessertes, de façon sélective, pour autoriser des navires étrangers à transporter certains produits si les capacités des navires indonésiens sont insuffisantes (le prix des services de transport de cabotage n'intervient pas dans ce genre de décision). Toutefois, il a pris des mesures pour autoriser une plus grande participation des investisseurs étrangers. Ceux-ci peuvent détenir jusqu'à 95 pour cent des actions d'une compagnie de transport maritime international en coentreprise avec des partenaires indonésiens (ce qui est nettement supérieur à l'engagement de 51 pour cent que l'Indonésie avait pris dans le cadre de l'OMC). Il n'y a pas d'obstacle à l'entrée de navires étrangers dans les ports indonésiens qui sont ouverts au commerce international, à condition qu'ils répondent aux critères internationaux de sécurité, d'exploitation et de qualification des équipages. Les navires étrangers dominent dans le transport maritime international. Les services portuaires, tels que pilotage, remorquage, assistance, ancrage et acconage, ainsi que les services de réparation d'urgence, sont fournis à des conditions raisonnables et non discriminatoires.⁸⁸ Les compagnies maritimes étrangères qui exploitent des services de transport international depuis et vers des ports indonésiens doivent toutefois désigner une compagnie maritime indonésienne comme agent (Règlement gouvernemental n° 82/1999). L'Indonésie est membre de l'Organisation maritime internationale (OMI). Elle ne participe à aucun cartel de transport maritime international. Il existe

⁸⁸ APEC (2002b).

deux catégories de ports: les ports publics et les ports spéciaux (industriels), qui sont réservés à des industries comme l'industrie manufacturière, la foresterie, la pêche, l'industrie extractive et le tourisme. Il existe environ 725 ports publics; 111 d'entre eux sont gérés par quatre exploitants appartenant à l'État (PT Pelabuhan Indonesia (Pelindo) I, II, III et IV).⁸⁹ En 2001, l'État a vendu 51 pour cent des parts de Pelindo II dans PT Jakarta International Container Terminal, qui exploite des terminaux au port de Tanjung Priok à Djakarta. Il a aussi vendu 49 pour cent des parts de PT Pelindo III dans PT Terminal Petikemas, qui exploite un terminal de conteneurs au port de Tanjung Perak à Surabaya. Il existe 1 156 ports spéciaux, gérés par des exploitants publics ou privés. Il y a 156 ports ouverts au transport maritime international, dont certains appartiennent à l'État et d'autres à des investisseurs privés. La Direction générale des communications maritimes du Ministère des communications est responsable du développement portuaire à long terme. Les investisseurs étrangers peuvent participer à certaines activités portuaires, comme l'accroissement des capacités des ports, la construction et la gestion, mais uniquement en coentreprise avec un partenaire local, sous la forme d'une société de droit indonésien, ou en coexploitation avec la société indonésienne des ports (les participations étrangères sont plafonnées à 49 pour cent pour l'aménagement des infrastructures et à 95 pour cent pour les superstructures, telles que matériel de manutention, bâtiments et services d'utilité publique). En 2000, les quatre principaux ports (Belawan, Tanjung Priok, Tanjung Perak et Makassar) ont traité 23 millions de tonnes de fret international et 36 millions de tonnes de fret interinsulaire.

iv) Tourisme

110. Le tourisme international est une activité de plus en plus importante pour l'Indonésie, particulièrement à Bali où le tiers de l'économie dépend directement du tourisme. Au niveau national, l'Indonésie a reçu quelque 5,1 millions de visiteurs en 2001, et les recettes correspondantes ont représenté 9 pour cent du total des exportations (en valeur).⁹⁰ Toutefois, le tourisme a été très affecté par plusieurs événements récents, notamment les émeutes de 1998 et la crise du Timor oriental en 1999. Il a à nouveau été frappé par l'attentat du 11 septembre 2001 aux États-Unis, qui a eu des répercussions sur le tourisme mondial, et par l'attentat de Bali d'octobre 2002. Le taux d'occupation des hôtels situés dans les principales destinations touristiques a récemment diminué, pour s'établir aux alentours de 30 pour cent, alors qu'il était déjà peu élevé; à Bali, il est tombé de 60 à 10 pour cent après l'attentat. L'État a lancé plusieurs programmes de sauvetage (fin 2002), de redressement (première moitié de 2003) et de normalisation (deuxième moitié de 2003). Le programme de sauvetage comprenait des mécanismes spéciaux d'appui et un renforcement de la promotion à l'étranger. Les touristes ont recommencé à venir à Bali. La plupart des touristes étrangers, en particulier ceux qui se rendent à Bali, viennent du Japon, de l'Australie ou de Taiwan.

111. Dans le cadre de la décentralisation, la réglementation du tourisme est de plus en plus confiée aux provinces. Les compétences en matière de réglementation et d'agrément des hôtels, des agents de voyage, des voyagistes, des stations balnéaires et des services de conseils touristiques seront intégralement transférées aux autorités des districts.⁹¹ Les investisseurs étrangers ne peuvent investir que dans des hôtels 3, 4 ou 5 étoiles. Les voyagistes doivent être établis à Djakarta ou à Bali en tant qu'agents de voyage; selon la liste des engagements de l'Indonésie dans le cadre de l'OMC, le nombre

⁸⁹ British Embassy in Indonesia (2001b).

⁹⁰ Banque mondiale (2002).

⁹¹ APEC (2001).

d'agents de voyage et de voyagistes est plafonné à 30, mais il y en a en fait 55.⁹² Les services de conseils touristiques doivent être enregistrés auprès du Ministère de la justice et des droits de l'homme.⁹³ Les investisseurs étrangers peuvent investir dans les hôtels 3, 4 ou 5 étoiles, les marinas, les parcours de golf et d'autres équipements sportifs, jusqu'à concurrence de 100 pour cent du capital dans la partie orientale de l'Indonésie et dans les provinces de Kalimantan, Bengkulu, Jambi et Sulawesi.⁹⁴ Dans le reste du pays, les participations étrangères sont plafonnées à 49 pour cent des fonds propres et le montant minimum du capital exigé est moins élevé.

⁹² APEC (2001).

⁹³ APEC (2001).

⁹⁴ APEC (2001).

BIBLIOGRAPHIE

Ambassade britannique en Indonésie (1999), *Power Generation Sector* [En ligne]. Peut être consulté à l'adresse suivante: <http://www.britain-in-indonesia.or.id/commer10.htm> [12 juin 2002].

Ambassade britannique en Indonésie (2001a), *Environmental Technology* [En ligne]. Peut être consulté à l'adresse suivante: <http://www.britain-in-indonesia.or.id/commer5.htm> [16 décembre 2002].

Ambassade britannique en Indonésie (2001b), *Transport Infrastructure* [En ligne]. Peut être consulté à l'adresse suivante: <http://www.britain-in-indonesia.or.id/commer12.htm> [27 novembre 2002].

Ambassade de la République d'Indonésie à Ottawa (2000), *Indonesia 2000 – An Official Handbook, Agriculture* [En ligne]. Peut être consulté à l'adresse suivante: <http://www.indonesia-ottawa.org/Ihb2000/develop.htm> [16 juin 2002].

Ambassade des États-Unis à Djakarta (1999), *Indonesia - New Automotive Industrial Policy*, Jakarta [En ligne]. Peut être consulté à l'adresse suivante: <http://www.usembassyjakarta.org/econ/autoaugst99.htm> [3 décembre 2002].

Ambassade des États-Unis à Djakarta (2001a), *Investment Climate 2001*.

Ambassade des États-Unis à Djakarta (2001b), *Information on changes to Indonesia's income tax regime, March*, Djakarta, [En ligne]. Peut être consulté à l'adresse suivante: <http://www.usembassyjakarta.org/econ/taxregulation.html> [10 septembre 2002].

Ambassade des États-Unis à Djakarta (2001c), *Indonesian Mining Investment-Not Such a Rosy Picture* [En ligne]. Peut être consulté à l'adresse suivante: <http://usembassyjakarta.org/econ/rosy.html> [1^{er} novembre 2002].

Ambassade des États-Unis à Djakarta (2002), *National Trade Estimate Report 2002* [En ligne]. Peut être consulté à l'adresse suivante: <http://www.usembassyjakarta.org/download/ntr2002indonesia.PDF> [3 juin 2002].

ANASE (2000), *Protocol Regarding the Implementation of the CEPT Scheme Temporary Exclusion List* [En ligne]. Peut être consulté à l'adresse suivante: <http://www.aseansec.org/5306.htm>.

ANASE (2002), *Press Statement by the Chairman of the 8th Asean Summit, the 6th Asean + 3 Summit and the Asean-China Summit, Phnom Penh, Cambodia, 4 November, 2002*.

ANASE (non daté), *Indonesia Customs* [En ligne]. Peut être consulté à l'adresse suivante: http://www.aseansec.org/economic/customs/info_id.htm [2 avril 2002].

APEC (2001), *Individual Action Plan: Indonesia* [En ligne]. Peut être consulté à l'adresse suivante: http://www.apec-iap.org/document/INA_2001_IAP.htm [28 mars 2002].

APEC (2002a), *Individual Action Plan: Indonesia*. Peut être consulté à l'adresse suivante: http://www.apec-iap.org/document/INA_2002_IAP.htm.

APEC (2002b), APEC Media Release, 21 August, *APEC Strengthens Peer Review Process for Achieving Open Trade and Investment*.

APEC (2002c), *Automotive Profile – Indonesia*, 15 mars [En ligne]. Peut être consulté à l'adresse suivante: <http://www.apecsec.org.sg/committee/auto/ind.html> [10 octobre 2002].

Asia Pacific Consumer Law (non daté), *Indonesia Overview: The Law on Consumer Protection 1999 of Indonesia* [En ligne], 20 mars. Peut être consulté à l'adresse suivante: http://www.ciroap.org/apcl/countries/indonesia_overview.html [20 mars 2002].

Banque asiatique de développement (2001), *Key Indicators of Developing Asian and Pacific Countries: Indonesia* [En ligne]. Peut être consulté à l'adresse suivante: http://www.adb.org/Documents/Books/Key_Indicators/2001/ino.pdf.

Banque d'Indonésie (2000), *Compilation of Bank Indonesia Regulations and Circular Letter, July-December 2000*, Direction de la recherche et de la réglementation en matière bancaire.

Banque d'Indonésie (2002a), *Annual Report 2001*, Djakarta.

Banque d'Indonésie (2002b), Highlight News, *Indonesia Parliament Approved a New Electricity Bill*, 6 septembre [En ligne]. Peut être consulté à l'adresse suivante: <http://www.bi.go.id/ie/news.asp?Newsid=73> [6 novembre 2002]

Banque d'Indonésie (2002c), *Quarterly Report*, juillet, Djakarta.

Banque mondiale (2002), *Vulnerabilities of Bali's Tourism Economy: A Preliminary Assessment*, Informal Staff Paper, Interim Consultative Group on Indonesia, 1^{er} novembre, Washington, D.C.

Banque mondiale (2003), *Indonesia Maintaining Stability, Deepening Reforms*, Report No. 25330-IND, janvier, Washington, D.C.

Business Software Alliance (2002), *Seventh Annual BSA Global Software: Piracy Study* [En ligne], juin. Peut être consulté à l'adresse suivante: http://www.bsa.org/sweeps/2002_piracyStudy.pdf [16 octobre 2002].

CNUCED (2002), *Rapport sur l'investissement dans le monde 2002*.

Conseil de coordination de l'investissement (2001), The Republic of Indonesia, *Brief Guide for Investment*, novembre, Djakarta.

Country Commercial Guide (2002), *Indonesia Country Commercial Guide FY 2002* [En ligne]. Peut être consulté à l'adresse suivante: <http://www.usatrade.gov/Website/CCG.nsf/CCGurl/CCG-INDONESIA2002-CH-6:-00155A97> [25 septembre 2002].

Département australien des affaires étrangères et du commerce extérieur (2000), *Indonesia: Facing the Challenge*, [En ligne], Canberra. Peut être consulté à l'adresse suivante: <http://www.dfat.gov.au/publications/indonesia/index.html> [28 mai 2002].

Département des affaires étrangères et du commerce extérieur, Australie (2000), East Asia Analytical Unit, *Indonesia: Facing the Challenge* [En ligne]. Peut être consulté à l'adresse suivante: <http://www.dfat.gov.au/publications/indonesia/index.html> [21 octobre 2002].

Direction des affaires économiques et sociales/Département d'État des États-Unis (2002), *2001 Country Reports on Economic Policy and Trade Practices: Indonesia* [En ligne]. Peut être consulté à l'adresse suivante: <http://www.state.gov/documents/organization/8166.pdf> [23 septembre 2002].

Direction générale des douanes et accises d'Indonésie (2002), *Procedure, Clearing Imports* [En ligne]. Peut être consulté à l'adresse suivante: <http://www.beacukai.go.id/English/Procedure/Import/Clearing.html> [20 mars 2002].

Dun & Bradstreet, Inc. (2001), *Exporters' Encyclopaedia 2001/02*, États-Unis.

Economist Intelligence Unit (2001), *Indonesia: Country Report*, novembre, Londres.

Economist Intelligence Unit (2002), *Indonesia: Country Commerce*, New York.

Energy Information Administration (2002), *Country Analysis Briefs: Indonesia*, Statistiques officielles sur l'énergie du gouvernement des États-Unis [En ligne]. Peut être consulté à l'adresse suivante: <http://eia.doe.gov/emeu/cabs/indonesia.html> [5 novembre 2002]

FMI (2002a), *IMF Completes Sixth Review of Indonesia Program, Approves US\$358 million Disbursement*, News Brief No. 02/51, 21 juin, Washington, D.C.

FMI (2002b), *Indonesia: Selected Issues*, Country Report No. 02/154, juillet, Washington, D.C.

FMI (2002c), *IMF Completes Seventh Review of Indonesia Programme, Approved US\$365 Million Disbursement*, News Brief No. 02/120, 5 décembre, Washington, D.C.

FMI (2002d), *Letter of Intent – Indonesia*, 11 juin, Washington, D.C.

Forum mondial FAO/OMS des responsables de la réglementation en matière de sécurité sanitaire des aliments (2002), Country Report proposed by Indonesia, *Indonesia's Perspective on Food Safety Regulation in Agriculture – an experience, "Indonesia's Experience on Food Safety Regulation in Agriculture"* [En ligne]. Peut être consulté à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/DOCREP/MEETING/004/AB413E.HTM> [29 octobre 2002].

Gouvernement indonésien (2000), *Letter of Intent by Indonesia to IMF*, septembre.

IMD International (2002), *L'environnement de compétitivité en 2002*, Lausanne.

Indotradezone.com (2002), *Indonesia's New Government Procurement Regulations*, mercredi, 20 mars 2002 [En ligne]. Peut être consulté à l'adresse suivante: http://www.indotradezone.com/Informasi/frame_Procurement.html [20 mars 2002].

International Intellectual Property Alliance (2002), *Special 301 Report: Indonesia* [En ligne]. Peut être consulté à l'adresse suivante: <http://www.iipa.com/rbc/2002/2002SPEC301INDONESIA.pdf> [20 octobre 2002].

Investment Indonesia Online (2002), *Intellectual Property Rights*. Peut être consulté à l'adresse suivante: http://www.bkpm.go.id/bkpm/ipr.php?mode=baca&info_id=33 [11 décembre 2002].

Lipsey, Robert et Frederik Sjöholm (2002), *"Foreign Firms and Indonesian Manufacturing Wages: An Analysis with Panel Data"*, NBER Working Paper 9417, décembre, New York.

Ministère de l'agriculture (2001), *Agribusiness System Development as Prime Mover of the National Economy (first Edition)*, juin, Djakarta.

Ministère des finances (2003), *Enhancing Pro-Poor Growth and Investment (economic policy, fiscal sustainability, and removing structural impediments to growth)*, Groupe consultatif pour l'Indonésie (GCI), réunion à Bali, janvier.

National Information Agency (2002), *Indonesia 2002 An Official Handbook*, Djakarta.

Office national de normalisation (BSN) (non daté), *Product certificate* [En ligne]. Peut être consulté à l'adresse suivante: <http://www.bsn.or.id/44p.htm> [15 septembre 2002].

OMC (2002), *Rapport annuel 2002: statistiques du commerce international*, octobre, Genève.

OMC (1999), *Examen des politiques commerciales – Indonésie 1998*, janvier, Genève.

OPEP (2002), *New oil and gas regulatory authority established in Indonesia*, OPEC Bulletin, juillet/août [En ligne]. Peut être consulté à l'adresse suivante: <http://www.opec.org/Publications/OB/pdf/OB072002.pdf> [1^{er} novembre 2002].

Organisme d'accréditation d'Indonésie (KAN) (non daté), Djakarta.

Oryza Rice Market Report (2002), *Indonesia* [En ligne], 11 novembre. Peut être consulté à l'adresse suivante: <http://oryza.com/asia/indonesia/index.shtml> [19 novembre 2002].

Pangestu, M. et M. Habir (2002), *The Boom, Bust, and Restructuring of Indonesian Banks*, IMF Working Paper WP/02/66, avril.

Partnership for Business Competition (2002), *Press Release 2002 Year Start Reflection* [En ligne], 8 January. Peut être consulté à l'adresse suivante: <http://english.pbc.or.id/press-view.php?id=4> [20 mars 2002].

Pertamina Online News (2002), *Fuel Price Period October 2002*, Djakarta, 30 septembre [En ligne]. Peut être consulté à l'adresse suivante: http://www.pertamina.com/indonesia/head_office/hupmas/news/Pressrelease/press_english/2002/September_2002/PR30082002_9.htm [4 novembre 2002].

PNUD (non daté), *Sharing Innovative Experience*, Volume 5, Chapter I:5, *Achievement in Rice Self-Sufficiency in Indonesia* [En ligne]. Peut être consulté à l'adresse suivante: <http://www.undp.org/tcdc/bestprac/agri/cases/indo2.htm> [29 octobre 2002].

Social Monitoring and Early Response Unit (SMERU) (2001), *Wage and Employment Effects of Minimum Wage Policy in the Indonesian Urban Labour Market*, Djakarta.

The International Rubber Research and Development Board Online information, *Cooperation Towards Better Prices*. Peut être consulté à l'adresse suivante: http://www.irrdb.com/IRRDB/Newsletter/May2002/Cooperation_Prices.htm [29 octobre 2002].

U.S. Commercial Service (2002), *Indonesia Country Commerce Guide FY 2002* [En ligne]. Peut être consulté à l'adresse suivante: <http://www.usatrade.gov/website/ccg.nsf/ShowCCG?OpenForm&Country=INDONESIA> [10 octobre 2002].

UIT (2002), *Krettek Internet: Indonesia Case Study*, mars, Genève.

UPOV (2003), États parties à la Convention internationale pour la protection des obtentions végétales: Situation le 15 janvier 2003 [En ligne]. Peut être consulté à l'adresse suivante: <http://www.upov.int/fr/about/members/pdf/members.pdf> [14 avril 2003].

USTR (1999-2002), *National Trade Estimate Report on Foreign Trade Barriers: Indonesia* [En ligne]. Peut être consulté à l'adresse suivante: <http://www.ustr.gov/reports/index.shtml>.

Warr, Peter (1999), Working paper 99.07, *Indonesia's Crisis and the Agricultural Sector*, mars, Center for International Economic Studies [En ligne]. Peut être consulté à l'adresse suivante: <http://www.adelaide.edu.au/cies/iwp9907.pdf> [29 octobre 2002].

